Parti Socialiste
Congrès national extraordinaire de Dijon
15 et 16 mai 1976

Sommaire

Roger Fajardie 1
Le président (André Chandernagor) 2
Pierre Palau (Premier secrétaire de la fédération de Côte d'Or) 2
Roger Fajardie 4
Georges Sarre 8
Saubestre (Fédération du Tarn-et-Garonne) 13
Cécile Goldet 14
Conigliano (Fédération de la Somme) 16
Jean-Marcel Bichat 17
Christian Pierret (Fédération de Paris) 21
Georges Fillioud 23
François Geindre (Fédération du Calvados) 26
André Delehedde (Fédération du Pas-de-Calais) 27
Maurice Benassayag 29
Jacques Fournier 30
Louis Mexandeau 33
Marc Wolf 35
Benoît (Fédération de la Nièvre) 37
Maurice Halevin (Fédération du Puy de Dôme) 38
Pierre Joxe 40
Denise Cacheux 42
Pierre Carassus 43
Etienne Weill-Raynal 45
Gilles Martinet 47
Pierre Estève (Fédération des Pyrénées Orientales) 50
Maryvonne Dussault 51
Jean Guyot 54
Albert Chaubard (Fédération de l'Allier) 55
Claude Fuzier 56

Séance du samedi 15 mai 1976 (Après-midi)

Roger Fajardie

Le Secrétariat national vous propose pour présider la séance de cet après-midi notre camarade André Chandernagor, assisté de Pierre Palau, Côte d'Or, Marie-Thérèse Mutin, Côte d'Or, Jean-Pierre Destrade, Pyrénées Atlantique.
Pas d'opposition ?

Contribution Jean-Jaurès

J’invite ces camarades à prendre place à la tribune.
(Le président prend place à la tribune)

Le président (André Chandernagor)

Avant d’ouvrir le Congrès, je voudrais demander à ceux d’entre vous qui comptent prendre la parole de venir s’inscrire tout de suite, afin que nous organisions le débat.
(Les camarades viennent s’inscrire à la tribune)
Camarades, je déclare ouvert le Congrès.
Le débat durera quatre heures environ, après quoi vous aurez à désigner une Commission des résolutions qui pourrait siéger ce soir à partir de 22 h.
Dans l’organisation des débats, sur les Quatre heures, nous nous efforcerons d’équilibrer les temps, de telle sorte que la minorité puisse disposer d’une heure et demie de débat environ.
Voilà les propositions qui vous sont faites d’un commun accord. Il n’y a pas d’objections ?
Nous allons essayer de tenir les temps. Mais avant toute chose, je voudrais remercier, en votre nom à tous, nos camarades de la Côte d’Or et singulièrement la section de Dijon de l’effort fait pour nous recevoir aujourd’hui et, sans plus tarder, je donne la parole à Pierre Palau, Premier secrétaire de la Côte d’Or, membre du Comité directeur.

Pierre Palau (Premier secrétaire de la fédération de Côte d’Or)

Mes chers camarades, je vous souhaite la bienvenue à Dijon, chef-lieu de la Côte d’Or et de la région de Bourgogne, et je formule aussitôt un souhait : que vous ne manquiez pas d’indulgence si vous ne trouvez pas, à l’occasion de ce Congrès, la perfection que l’on rencontre habituellement lorsque les villes qui nous accueillent sont administrées par les nôtres et où le Parti a depuis longtemps pignon sur rue.
Cette modestie sincère, tenant compte des réelles difficultés que nous avons rencontrées pour l’organisation de ce Congrès, ne doit cependant pas être mal interprétée. Vous n’êtes pas tout à fait ici en terre de mission. Vous serez même intéressés d’apprendre, alors que nous célébrons le 40ème anniversaire du Front Populaire, que Dijon administré déjà par les Socialistes en 1896, avait à nouveau un maire SFIO en 1936 et qui fut ministre du gouvernement de Léon Blum. Mais il faut savoir aussi qu’à partir de la libération, le Socialisme connut dans ce département et dans cette ville un irrémédiable déclin et qu’au lendemain d’Epinay, c’est une poignée d’hommes qui avait tout à faire. Nous l’avons fait. Socialistes intransigeants, unitaires rigoureux, propagandistes sérieux, animateurs infatigables, nous avons réussi conjointement à construire le Parti, à nous insérer dans les luttes de masse et à gagner ce qui ne gâte rien, l’audience du suffrage universel.
Sur ce point, permettez-moi de vous fixer les idées en vous citant quelques

Collection Jean-Jaurès

chiffres :
Aux élections municipales de 1965, à Dijon, la Gauche déjà rassemblée sur une liste d'union, obtenait 29% des voix ; à celles de 1971, 36,5% des voix ; nous avons atteint 46,8% des suffrages lors des élections législatives de 1974 et aux Élections présidentielles, le candidat commun de la Gauche franchissait la barre des 47%. Enfin, dans les cantons renouvelables de la ville, lors des dernières élections, cette année, nous avons obtenu 51,8%. (applaudissements)
Il est vrai que la proximité de Paris facilite la venue chez nous des responsables nationaux du Parti et que nous ne nous sommes pas privés de solliciter leur concours. Il est vrai que François Mitterrand est un élu de notre région et qu'il n'a jamais négligé de répondre à nos invitations. J'ai plaisir à rappeler que c'est sous ces mêmes voûtes que le 30 avril 1974, il y a eu, autour du candidat commun de la Gauche, la plus grande réunion de masse de l'histoire locale avec plus de 10 000 personnes.
Le résultat est que nous avons aujourd'hui le groupe le plus nombreux au conseil général de la Côte d'Or et le plus jeune et qu'il y a 5 Conseillers généraux Socialistes sur les 8 qui se partagent vies quartiers de la ville de Dijon. (applaudissements)
Alors, devant de tels résultats, la Droite a peur et, ayant peur, elle en prend à son aise avec cet exercice paisible de la démocratie dont M. Giscard d'Estaing voudrait faire croire qu'il est le parangon.
Je ne voudrais pas rendre mon propos insignifiant par excès de langage, mais des faits qui, isolés, relèveraient de la simple mesquinerie, finissent, lorsqu'ils s'accumulent, par créer un climat et ce climat, à Dijon, n'est guère favorable à l'épanouissement des libertés.
Il y a les décisions systématiques de la municipalité pour refuser les espaces et les salles nécessaires à l'expression des partis de gauche et des syndicats, refus d'un espace vert champêtre pour la fête du Parti qui doit avoir lieu les 12 et 13 juin prochain, refus d'une place de la ville pour la manifestation de la CGT pour les retraités, refus d'une salle de réunion, refus même de permettre aux Conseillers généraux nouvellement élus de disposer de salles pour tenir permanence.
Cela va jusqu'à la répression brutale qui frappe aujourd'hui 23 travailleurs de la plus grosse entreprise industrielle de la ville, lesquels ont été licenciés dans des conditions inadmissibles au terme d'une grève longue et dure, dont vous aurez le compte rendu circonstancié dans les dossiers de la Côte d'Or, à propos de laquelle vous aurez de plus amples informations au stand de notre fédération.
Ces travailleurs ne sont même pas victimes de ce qu'on appelle la répression, ils sont victimes d'une véritable vindicte patronale qui s'est exercée jusqu'à présent sans frein.
Ajoutons que dans l'espace de trois mois, le siège fédéral du Parti a fait l'objet de 4 dégradations successives, "bombage" et bris de vitres, et cela dans l'indifférence des pouvoirs publics.
Si j'évoque ces sujets, c'est, bien sûr, pour vous mettre au fait du contexte local qui va être le vôtre pendant deux jours, mais c'est aussi parce qu'il sert de

préface au débat qui va s'ouvrir. Nous sommes ici pour préparer les prochaines élections municipales et nous savons déjà que nous ferons à nos partenaires et à tout le pays des propositions programmatiques.
N'est-il pas important de dire dès l'ouverture de ce Congrès que nous récusons les pratiques de la Droite et que la Gauche veut une réelle et complète liberté d'expression dans les communes de France ?
Chers camarades, je ne veux pas aller plus loin en me laissant entraîner sur les questions qui vont faire le débat général. Je me bornerai donc à quelques mots de conclusion :
C'est la première fois depuis l'unité Socialiste de 1905 qu'il y a un Congrès du Parti à Dijon, les militants de la Côte d'Or sont heureux d'avoir eu la responsabilité de l'organiser. Mais cette satisfaction n'est rien à côté de celle qui sera la leur demain quand on fera référence au Congrès de Dijon pour désigner l'étape nouvelle et combien déterminante que l'union de la Gauche aura franchie après nos travaux. (applaudissements)
Vive le Parti Socialiste, premier Parti de France. Vive l'union de la Gauche et son programme commun de gouvernement. Vive le Congrès de Dijon !
(Vifs applaudissements)

Le président - Camarades, je remercie une nouvelle fois la fédération de la Côte d'Or et maintenant j'ai le devoir de vous rappeler ceux des nôtres qui depuis notre dernier Congrès nous ont quittés.
Guy Mollet, décédé le 3 octobre 1975, Robert Foucart, en décembre 1975, Sarah Weil Raynal, Cletta Mayer, Suzanne Lacore, Fernand Dussert, sénateur de la Nièvre, André Mignon, maire de Chatenay.
En souvenir de ces camarades qui ont tous consacré leur vie au Socialisme, je vous demande d'observer une minute de silence.
(L'Assemblée, debout, observe une minute de silence)
Je vous rappelle que vous avez dans votre dossier un questionnaire sur les moyens de communications ; vous êtes priés de le remplir et de le remettre au stand "Pour mieux communiquer entre nous", avant la fin du Congrès.
Voici la liste des orateurs telle qu'elle est actuellement.
(Liste des orateurs qui interviendront)
Je laisserai ouverte les inscriptions pendant encore quelques minutes, après quoi je proposerai la clôture et je donne la parole à Roger Fajardie.

Roger Fajardie

Mes chers camarades, nous allons débattre cet après-midi et demain de la tactique pour les élections municipales de 1977. La mise à jour de notre programme pour ces mêmes élections qui existe déjà en fait au travers de nombreux textes et documents, pourra être confiée à un groupe de travail issu de ce Congrès, constitué à la proportionnelle et ce groupe de travail rapportera en septembre devant le Comité directeur.
Le débat de tactique qui s'ouvre maintenant s'inscrit dans un contexte qui

Fondation Jean-Jaurès

comporte deux données essentielles :
Première donnée : le chapitre de la motion votée au Congrès de Pau sur le Parti Socialiste et les élections municipales.
Deuxième donnée : la montée du Parti Socialiste et les problèmes de l'ensemble de la Gauche.
Le Congrès de Pau avait fixé qu'un Congrès aurait lieu en temps utile pour arrêter les décisions à prendre avant les prochaines élections municipales. Il est aujourd'hui réuni. Le même Congrès avait aussi précis : le Parti Socialiste recherchera en toutes circonstances le meilleur rapport possible avec les formations politiques signataires du programme commun. Il appartiendra aux fédérations départementales d'apprécier, dans le cadre de leurs compétences, les propositions qui leur seront faites par ces formations politiques au regard des intérêts légitimes du Parti.
Il s'agit aujourd'hui de préciser et de compléter ce texte dans un cadre électoral qui, à l'exception des villes de Toulouse et de Nice, désormais soumises à la sectorisation comme Paris, Marseille et Lyon, n'a pas au total été modifié.
Deuxième donnée : la montée du Parti Socialiste. Elle est importante, elle entraîne celle de l'ensemble de la Gauche. Même si l'élection partielle de Tours, en dépit du progrès sensible de notre candidat, doit nous inciter à éviter tout triomphalisme, le résultat des élections cantonales et des divers sondages, y compris les plus récents que nous avons lu hier et avant-hier dans France-Soir, se rejoignent pour mettre en évidence le développement de l'influence du Parti Socialiste.
Les élections cantonales lui ont permis de gagner 200 sièges de Conseillers généraux et 8 présidences. Avec plus de 850 sièges, le Parti Socialiste constitue la force la plus cohérente sur le plan des départements, comme il l'est déjà sur celui des municipalités.
Il réunit en moyenne autour de ces candidats 30% du corps électoral. Si les résultats actuels étaient reportés sur les circonscriptions législatives, le Parti Socialiste obtiendrait au moins 160 sièges, et la Gauche serait majoritaire à l'Assemblée Nationale.
Le Parti Socialiste va donc aborder les prochaines élections municipales dans une situation considérablement améliorée et consolidée par rapport aux élections de 1971, alors qu'il n'avait pas encore réalisé son unité. Il va les aborder aussi dans une situation de rigueur.
Les engagements pris au Congrès de Grenoble ont été strictement tenus. Dans les grandes villes où des Socialistes collaboraient avec des maires centristes - Nice, Nancy, Nantes, Châtellerault - ceux-ci ont été invités à se constituer en groupes d'opposition ; ceux qui n'ont pas accepté de le faire ont été exclus du Parti ou l'ont quitté. Les élus indisciplinés des Pyrénées Orientales ont de la même manière été exclus. (Applaudissements)
De plus, dans les grandes villes où des adjoints de maires Socialistes ont rejoint l'actuelle majorité présidentielle, ils se sont vus retirer leur délégation. C'est notamment le cas à Marseille, à Lille, à Wattrelos.
Le Parti Socialiste n'a donc pas à recevoir de leçon de rigueur ni de fidélité à la

Fondation Jean Jaurès

politique de l'union de la Gauche.
Cette politique, il a la ferme volonté de la traduire en actes lors des prochaines élections municipales. Ce n'est pas lui qui a choisi le mode de scrutin selon lequel elles vont se dérouler. Il aurait préféré pour sa part, en tous cas en ce qui concerne les villes importantes, un système de représentation proportionnelle. Mais, dans le présent, nous ne sommes naturellement pas maîtres du choix, et c'est donc dans ce cadre qu'il nous faut fixer les règles de nos initiatives et de notre décision.
Une première donnée s'impose à nous. Il ne saurait y avoir quelque alliance que ce soit, dans quelque liste commune que ce soit, avec qui n'accepte pas les perspectives de l'union de la Gauche et les options du programme commun. Cette règle-là doit être appliquée.
(applaudissements)
Dans cet esprit, une seconde donnée est également évidente : nous engageons le dialogue avec nos partenaires du Parti Communiste et du Mouvement des Radicaux de Gauche, avec la volonté d'aboutir à la constitution de listes communes, tenant compte des résultats des scrutins antérieurs, et aussi du contexte, avec le souci d'y associer des personnalités favorables au programme commun, militant dans le milieu social, dans l'entreprise, dans le domaine du cadre de vie, et cela, dans l'intérêt de toute la Gauche rassemblée.
Dans tous les cas, il y a donc négociation, dans tous les cas la recherche de l'union de la Gauche est notre règle.
Enfin, le bon sens exige que les situations particulières, reflétant une réalité locale, soient prises en compte, et qu'au total le Parti Socialiste se réserve lui aussi le droit d'avoir ses propres exigences.
Ces dispositions générales fixées, il importe de distinguer entre les villes de plus de 30 000 habitants et les communes de moins de 30 000 habitants, selon les dispositions que nous impose la loi électorale.
Dans les villes de plus de 30 000 habitants, la liste d'union de la Gauche au 1er tour doit d'autant plus être recherchée que joue le système de la liste bloquée et qu'aucun regroupement n'est possible au second tour.
Si, dans cette hypothèse, une victoire de la Gauche est acquise au second tour, sans qu'il y ait une liste commune au premier, elle l'est avec les suffrages de l'une des composantes de la Gauche qui n'obtient pourtant pas d'être représentée dans le Conseil municipal. C'est évidemment une situation qu'il faut s'efforcer d'éviter.
Cette situation sera-t-elle évitée dans chacune des 219 villes de plus de 30 000 habitants ? J'en ai revu attentivement la liste. J'ai la conviction que les exceptions seront vraiment très peu nombreuses, que le nombre pourra en être réduit à l'extrême limite de ce que nous estimerons être l'intérêt légitime du Parti.
Le Comité directeur devra avoir à trancher en dernier ressort, en sorte que toutes les situations, y compris les exceptions éventuelles, soient l'expression de la volonté du Parti.
La question se pose de manière assez différente pour les communes de moins de

30 000 habitants. Le Parti Communiste français, qui avait manifesté naguère sa préférence pour des listes dites "d'union du peuple de France", plutôt que pour des listes d'union de la Gauche, a fait savoir, le 31 mars, qu'il souhaitait conclure un accord national pour la constitution de listes d'union de la Gauche dès le premier tour, et dans toutes les communes.
La question mérite examen, et réponse, et nous n'y manquerons pas, au lendemain de ce Congrès.
Enfin, il est de nombreux villages en France où la question ne saurait se poser dans les termes du Parti Communiste, pas plus pour lui-même que pour nous, et le Parti Communiste le sait bien. Difficultés pour constituer une liste dans les plus petites communes, affrontement de sensibilités locales, tout militant un peu expérimenté connaît tout cela par cœur. Il importe donc de ne pas se laisser enfermer dans des mots.
Reste qu'il va y avoir, à tous les échelons nécessaires, partout où cela sera possible, discussion avec nos partenaires, et recherche de la constitution d'une liste d'union de la Gauche. Il faudra notamment, dans les agglomérations les plus importantes, par exemple les chefs-lieux de département comptant moins de 30 000 habitants, que tout soit mis en œuvre pour aboutir à la constitution de telles listes dès le premier tour.
Bien entendu, dans les cas où l'union de la Gauche n'aura pas pu être réalisée, dès le premier tour, pour diverses raisons appartenant aux fédérations concernées et tranchées par elles, et où nos candidats auront donc été amenés à figurer, soit dans les listes Socialistes homogènes, soit dans des listes UGSD, la règle impérative de la liste d'union de la Gauche au second tour s'imposera à tous.
Il n'est donc pas question, dans cette perspective, d'union de la Gauche à la carte; l'union de la Gauche sera le cadre général. Le Parti Socialiste tiendra ses engagements, non pas seulement par souci de loyauté, mais parce que nous sommes tous convaincus que la ligne fixée au Congrès d'Epinay est juste, et que nous devons la suivre avec rigueur. Mais cette rigueur elle-même, camarades, n'exige pas de nous que nous cessions de veiller sur l'authenticité, sur l'identité de notre Parti. Et, les derniers sondages le montrent clairement, les chances de la Gauche reposent d'abord sur la conviction, qui s'affirme avec une force de plus en plus grande, que le Parti Socialiste, vainqueur aux prochaines élections, législatives, sera l'animateur de la majorité de gauche, qu'il sera appelé au pouvoir. C'est un élément de réflexion dont nous devons tenir le plus grand compte.
Et je voudrais encore ajouter quelques remarques sur le fonctionnement des municipalités de gauches qui sortiront des prochaines élections.
Il n'est pas possible que se renouvellent ces gestes et de nos partenaires élus avec nous et refusant de voter le budget. Une solidarité doit être clairement la loi fondamentale de la gestion commune d'une municipalité. Qu'en règle générale, le maire et le premier adjoint appartiennent à la même formation, c'est un élément de clarification, de cohésion, de continuité, et nous devrons favoriser une telle disposition. Qu'enfin, l'accord se fasse, non seulement sur les

orientations de politique générale, mais aussi sur un programme municipal, local, qui sera rendu public, constitue l'un des éléments essentiels pour mettre en relief le caractère sérieux et complet de nos propositions, en même temps que leur véritable dimension et l'importance des changements qu'elles impliquent au bénéfice du peuple.
Camarades, ces élections municipales seront, au total, pour nous, un grand test de responsabilité. Nous avons écrit, en tête du projet de motion proposé à ce Congrès :
"Affirmer la personnalité, l'identité et la capacité de leur Parti, est et reste la mission primordiale de tous les Socialistes".
Nous mettre aujourd'hui en ordre de marche pour renforcer encore le Parti Socialiste, en militants et en élus, c'est le meilleur service que nous puissions rendre à la cause de l'union de la Gauche et au combat pour le Socialisme.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Georges Sarre.

Georges Sarre

Chers camarades, les élections municipales de 1977 seront une bataille décisive.
Aux législatives de 1973, aux présidentielles de 1974, la Droite a épuisé toutes ses réserves. Elle a du recourir à de grossières attaques contre l'union de la Gauche.
Les récentes cantonales ont montré que cela ne peut plus suffire et qu'il lui faudra, aux législatives de 1978, trouver d'autres recettes.
Or, les municipales précéderont d'un an les élections législatives. La solidité de l'union de la Gauche, les résultats recueillis en 1977, influeront fortement sur la bataille de 1978 dont, sans être grand stratège, on devine qu'elle peut, si nous savons rassembler les énergies et les exploiter, travailler, ouvrir la voie au Socialisme.
Ce qui est en cause pour le pouvoir, c'est son enracinement dans les villes, sa capacité à exploiter les dissensions de la Gauche. Pour la Gauche, c'est l'occasion de vérifier la solidité de son union. Pour le Parti Socialiste, pour nous, camarades, il s'agit de la rénovation qui reste à assurer dans certaines zones, il s'agit de notre influence qui doit s'étendre, il s'agit de nombreuses positions qui doivent être prises sur la Droite.
Il faut le souligner, les prochaines élections municipales marqueront un tournant pour le septennat. Depuis son accession à la Présidence de la République, Valéry Giscard d'Estaing n'a pas réussi à faire avancer son projet de société ; malgré des talents de grand prestidigitateur, le chef de l'Etat n'est pas parvenu à imposer dans l'opinion publique l'image du Grand Timonier conduisant le changement. Duper une partie des classes laborieuses, les hommes du pouvoir ne sauraient y parvenir longtemps. Quant aux couches moyennes traditionnelles, de plus en plus durement touchées par la politique du capital, le nouveau style est beaucoup moins adapté que l'ancien à leur récupération, et leur glissement

Fondation Jean-Jaurès

de la Droite vers la Gauche devrait se poursuivre.
La taxation des plus-values, et le projet de réforme de l'entreprise, qui visent à convaincre, à séduire, à s'attacher les cadres, les couches supérieures salariées, n'y réussiront pas davantage.
Le gouvernement mène grand bruit autour de quelques réformes dont le principe est justifié, mais la taxation des plus-values se réduit à des mesures incohérentes et symboliques. La réforme de l'entreprise sert de prétexte à une formidable offensive contre le mouvement syndical. Le patronat français, qui se distingue par son caractère rétrograde, trouve chez les parlementaires de la majorité des défenseurs zélés. Ceux-ci jettent le masque et montrent clairement qu'ils n'ont rien appris et rien oublié. Les survivants du Parti forment les gros bataillons de la majorité présidentielle. Pour la sauvegarde de leurs sièges, ils vont maintenant imposer des concessions au conservatisme borné des couches les plus traditionnelles de la Droite.
Ils vont exploiter les virtualités fascisantes de l'expérience de Tours. Depuis huit jours, une vaste manœuvre soutenue par une campagne de presse intense, se développe. Il s'agit de promouvoir le remède miracle, le nouveau produit efficace, le "social-voyeurisme". Tous les arguments seront bons.
Mais, camarades, les municipales ne sont pas des sinécures. Le pouvoir municipal est un enjeu politique essentiel. Il justifie la mobilisation de tous les militants sur une ligne claire. Une municipalité, et nous les avons tous, exerce des responsabilités importantes qui façonnent la vie quotidienne des habitants. L'exercice de ces responsabilités ne va pas sans option fondamentale, et les enjeux ne sont pas moindres que ceux qui font l'objet de luttes à l'échelon de l'entreprise ou de la nation.
Les enjeux du pouvoir municipal ne peuvent pas être dissimulés sous le couvert d'une bonne gestion, qui bien souvent n'est qu'une gestion conservatrice, favorisant les intérêts privés, aux dépens de la grande masse des citoyens.
Il est donc essentiel que les prochaines élections soient l'occasion de mettre en place des études municipales, comme c'est le cas dans de nombreuses villes dirigées par les Socialistes, décidés à exercer pleinement leurs attributions pour faire triompher avec le concours de la population une politique au service de ses besoins, une politique de Gauche.
On le voit, en se plaçant dans la perspective d'une stratégie globale, l'enjeu municipal est loin d'être négligeable. Dans ce cadre réduit qui permet le contact direct d'homme à homme, les Socialistes peuvent face aux citoyens préciser leurs intentions et leurs objectifs.
Les Socialistes, qu'ils détiennent le pouvoir municipal ou qu'ils soient dans l'opposition, doivent toujours lier étroitement leur action communale à la politique d'ensemble qu'ils poursuivent.
Une municipalité Socialiste a pour premier devoir d'apporter aux travailleurs les meilleures conditions de formation, d'organisation et de préparation qui leur donnent la force de combattre et de mieux marcher vers leur émancipation.
La conjonction de l'effort syndical et de l'effort municipal se place au niveau de la collaboration loyale et de l'appui réciproque dans le respect mutuel. Seule la

pratique soutenue de cet appui réciproque fait naître des multiples formes qu'il pourra revêtir.
Tous les efforts d'associations d'opinion générale, ou de telles catégories d'usagers intéressées sont mis en œuvre par la création de Commissions ouvertes, de conseils de quartiers, ou d'ateliers d'urbanisme.
Enfin la municipalité Socialiste est en permanence mobilisée et mobilisable dans les batailles politiques nationales pour entraîner la population. L'éducation, la mobilisation de la population sont pour elle une des conditions nécessaires du pouvoir municipal.
Une municipalité peut être un support pour l'idéal Socialiste, un moyen de faire avancer nos idées à l'encontre de celles qui sont véhiculées par la publicité ou la propagande du gouvernement. Elle peut ainsi contribuer fortement à la lutte contre le pouvoir.
Camarades, les élections municipales vont se dérouler dans un contexte où le pouvoir giscardien a cessé d'être crédible. Les cantonales l'ont montré. La Gauche progresse, notamment le Parti Socialiste. Simultanément, cette poussée des formations de la Gauche s'accompagne d'une compétition plus vive entre Socialistes et Communistes. Même si elles sont parfois préjudiciables, ces relations conflictuelles ne remettent pas en cause l'union entre les partis de Gauche. Elles soulignent au contraire l'approfondissement de l'unité.
Tout nous porte à saisir l'occasion des élections municipales pour faire avancer le Parti dans sa totalité, ainsi que l'union de la Gauche. Demain nous devrons gouverner ensemble, et demain, ensemble, nous devrons animer le mouvement des masses pour assurer l'exécution du programme commun de gouvernement. Cela ne nécessite pas seulement de maintenir l'unité, mais de l'approfondir encore.
Serait-ce bien se préparer à gouverner ensemble que d'accepter de gérer séparément certaines municipalités ?
(Applaudissements)
Serait-ce nous préparer à animer conjointement le mouvement des masses que de perpétuer les divisions, les concurrences, les surenchères au niveau des communes ?
Construire un Parti Socialiste toujours plus grand, toujours plus fort, toujours plus digne, préparé aux épreuves, requiert un effort constant de clarification.
Nous le comprenons, camarades, quelques municipalités doivent éprouver la tentation de suivre une pente naturelle, et de ne modifier que légèrement leur propre composition. Il faut rappeler clairement la règle commune. Pensons à l'unité de la Gauche, à sa cohésion, à sa dynamique. Le principe d'union de la Gauche a pénétré dans l'opinion, c'est une des raisons de notre réussite. Il serait absurde de ne pas appliquer ce principe avec rigueur. Où donc les listes d'union n'auraient elles pas un plus grand impact que des listes Socialistes homogènes ? Vis à vis de l'opinion, la stratégie d'ensemble sera ainsi mieux comprise.
Une condition minimum est qu'il n'existe pas de municipalité où l'un des deux partis dirige alors que l'autre est privé de toute représentation. C'est la chance que nous devons saisir de faire passer l'unité à un stade supérieur.

Collection Jean Jaurès

Un retour en arrière, camarades. Si à l'automne 1974 cette condition - on ne peut pas refaire l'histoire - avait été remplie, jamais le Parti Communiste Français n'aurait pu engager une polémique.
Camarades, le courant I et le courant II ont signé sur la tactique aux élections municipales un texte commun. Dans quelles conditions ? Le 26 mars, François Mitterrand donnait dans "l'Unité" un article préconisant la constitution de l'union de la Gauche au premier tour dans les villes de plus de 30 000 habitants, et en tous cas au deuxième tour dans les autres. Quelques jours plus tard, le Parti Communiste Français, renonçant à sa préférence traditionnelle pour les primaires au premier tour dans les villes de moins de 30 000 habitants, proposait des listes d'union dès le premier tour et dans toutes les communes. Cette proposition, est-il besoin de le dire, va dans le bon sens.
Reste-t-il à préciser les bases sur lesquelles ces listes communes devraient être constituées ?
Au cours des derniers mois, une forte poussée s'est produite en faveur de notre Parti, les élections cantonales l'ont démontré sur l'ensemble du territoire. Mais on manque, dans les cantons qui n'ont pas voté, de références précises pour mesurer ce mouvement d'opinion dont il faudra pourtant qu'il soit tenu compte dans la constitution des listes communes.
Aucun des deux partis ne doit faire les frais de l'unité nécessaire. Les Communistes n'ont pas intérêt à présenter des exigences excessives, nous ne pourrions pas renoncer dans ce cas là à les repousser. Inversement les Socialistes ne sont pas fondés à revendiquer au-delà de leur audience locale actuelle. Chacun des deux partis doit avoir sa place, rien que sa place. (Applaudissements)
Par conséquent des exigences inacceptables des partenaires conduiraient évidemment les Socialistes à refuser les listes d'union. Les Communistes eux-mêmes ne le feraient-ils pas en pareil cas ?
Mais en dehors de cette hypothèse, comment d'autres situations particulières pourraient être invoquées pour justifier le refus de listes d'union de la Gauche ?
A notre sens, trois cas peuvent être imaginés. Le premier serait celui de petites communes où n'existe pas de section Socialiste ou Communiste. A l'impossible, camarades, nul n'est tenu, faut-il le dire ?
Le deuxième cas serait celui d'une guérilla locale où les Socialistes et les Communistes n'auraient d'autre motif pour refuser l'union que l'humeur particulière anti-unitaire des uns et des autres. Je ne suis pas sûr que cela n'arrive pas encore dans quelques villes ! Mais en 1976, peut-on encore s'arrêter à de telles considérations ?
Venons-en à la troisième hypothèse qui est la plus sérieuse. A tort ou à raison, les Socialistes de certaines communes se croient incapables de conserver ou de conquérir la mairie en ayant dans leur bagage des militants ou des représentants du Parti Communiste Français. Reconnaissons-le, camarades, quand il s'agit du programme commun de gouvernement, de la candidature unique à l'élection présidentielle, la langue française riche en nuances permet sans doute de s'expliquer et d'épouser le terrain. Avec les municipales, ces camarades

prennent peur ! Ils se trompent ! Quatre ans âpres la signature du programme commun de gouvernement, deux ans après l'élection présidentielle, nul ne peut plus ignorer que notre stratégie est l'union de la Gauche. Aucun Socialiste ne doit plus espérer son élection aux suffrages de la Droite.
(Vifs applaudissements)
Le refus de l'unité sur de tels prétextes n'aurait pas seulement pour conséquence de compromettre une stratégie unitaire qui doit avoir sa cohérence au plan local également. A vouloir contenter les uns et les autres, les éléments les plus modérés, on perd sur sa gauche et on perd tout court. Il y a des exemples, il y a des précédents. C'est la politique de l'autruche.
Il n'y a plus de villages isolés, la France est un village, tout se dit.
Camarades Socialistes, ne cherchons pas à passer pour ce que nous ne sommes pas. Ne rusons pas. Depuis 1971 jusqu'aux élections cantonales de 1976, la dynamique unitaire n'a pas cessé de s'amplifier. Laissez là vos craintes, c'est dans le sens de l'union qu'il faut aller.
Certes, une motion ne peut pas d'avance prévoir pour toutes les villes de France les exigences que nos partenaires pourront présenter, et quelle suite il conviendra de leur réserver. L'important, c'est que le Parti conserve le contrôle étroit des cas où un accord n'aura pas pu se réaliser localement. La motion commune donne compétence pour cela au Comité directeur quant aux villes de plus de 30 000 habitants. Elle prévoit pour les autres un droit d'appel devant une Convention nationale.
Elle donne ainsi la garantie que les données locales ne compromettront pas l'application de la ligne du Parti.
Dans de nombreuses fédérations, des vœux, des clauses interprétatives ont été votés pour limiter strictement aux cas d'exigences excessives de nos partenaires les exceptions à la règle de la liste commune. Ils vont dans le sens du mouvement de l'opinion publique, ils indiquent la voie que nous devons suivre, si nous voulons maintenir nos positions et conquérir de nouvelles villes, renforcer notre image dans l'opinion publique et assurer la victoire de 1976.
Il appartient aux militants de poursuivre leur effort dans ce sens au niveau des sections, au niveau des fédérations.
Nul doute que le Comité directeur, quand il aura à se prononcer sur des cas litigieux, en tiendra compte.
Toute exception, et nous le disons a priori, est une mauvaise chose. Le Congrès de Dijon doit être une manifestation d'unité du Parti.
Nous voulons et nous souhaitons un Congrès unitaire, sortant à gauche. C'est l'intérêt de tous, c'est ce qu'espèrent les militants.
La stratégie et la tactique sont fixées. Il suffit de les appliquer à travers les municipalités. C'est plus que jamais l'union de la Gauche qui doit progresser.
Les élections municipales, nous devons les gagner ! Il ne s'agit pas de défendre les places fortes, il s'agit aussi d'en conquérir d'autres, de faire progresser nos idées, notre influence, notre Parti.
Ces élections, nous devons les gagner parce qu'il faut en finir avec ce régime et que ces élections marqueront l'étape qui précède la victoire !

Collection Jean-Jaurès

(Applaudissements)

Le président - Camarades, j'ai à l'heure actuelle une quarantaine d'orateurs inscrits... (mouvements divers)... Je vous demande de bien vouloir prononcer la clôture des inscriptions.
Il n'y a pas d'objection ? Il en est ainsi décidé.
Bien entendu, 40 orateurs inscrits pour trois heures de débat, cela signifie que chacun devrait s'efforcer de réduire son propos à l'essentiel.
La parole est maintenant à Saubestre, du Tarn-et-Garonne.

Saubestre (Fédération du Tarn-et-Garonne)

Camarades, je laisserai à d'autres le soin de faire l'exégèse politique de la tactique ou de la stratégie à utiliser lors des prochaines élections municipales. Je ne suis pas ici mandaté par un courant, mais mandaté par ma fédération, celle du Tarn-et-Garonne, fédération où les courants, qui font tant couler d'encre et parfois de salive, sont représentés à égalité et où l'intérêt du Parti passe avant tous les clivages.
Nous avons eu, dans cette fédération, la naïveté de penser - mais je ne le crois pas - que la motion qui nous était présentée n'était pas intangible. Nous sommes dans un Congrès, et c'est vraisemblablement pour apporter à cette motion ou des modifications ou des suggestions.
Déjà, nous dirons qu'en ce qui concerne le Manifeste qui doit être publié le 1er septembre prochain, nous souhaiterions qu'il ne soit publié qu'après discussion et ratification par un Congrès national, (applaudissements)
Ce Manifeste devrait aborder le problème de la gestion municipale dans la perspective d'une démarche autogestionnaire, puisque cette démarche est essentielle dans notre Parti.
Nous notons également dans cette motion que les fédérations et les sections devront "rechercher, en toutes circonstances, le meilleur accord possible avec les formations politiques signataires du programme commun". Eh bien, nous avons la naïveté de penser, là également, qu'on devrait inscrire dans cette motion que "le Parti Socialiste devra exiger de ses partenaires des garanties identiques"
Nous pensons également, et là avec une certaine émotion, qu'il faut réfléchir au fait que, chaque fois que nos leaders du Parti parlent des exigences éventuelles de nos partenaires, ils jettent un regard du côté du Parti Communiste. Or, dimanche dernier, M. Robert Fabre, président du Mouvement des Radicaux de Gauche, prenant la parole dans notre département, plus précisément à Castelsarrasin, affirmait déjà au nom de son Mouvement que les exigences de ses partenaires seraient vraisemblablement excessives ! Comment, quant à nous, ne pas nous émouvoir alors que, dans notre département, lors d'élections partielles, le candidat du Mouvement des Radicaux de Gauche - il s'agissait des élections sénatoriales - arrivé derrière le candidat de notre Parti, se maintenait au mépris de la loi de l'union de la Gauche pour se faire élire, au second tour, par les voix giscardiennes et celles de l'UDR ? (applaudissements)

Fondation Jean Jaurès

C’est donc la raison pour laquelle, dans le 3ème paragraphe de la motion, 4ème alinéa, nous aurions souhaité que soit supprimé : "ou des listes UGSD" (applaudissements) Dans le cas où il n’y a pas d’accord, eh bien ! Allons-y carrément avec des listes Socialistes homogènes !
D’autre part, dans le 4ème paragraphe, 2ème alinéa, nous lisons : "le respect d’une représentation équitable des différentes composantes de la Gauche tenant compte des indications fournies par les dernières consultations électorales." Ce paragraphe nous a paru vague et nous souhaiterions qu’il soit remplacé par le paragraphe suivant : "le respect d’une représentation proportionnelle des différentes composantes de la Gauche tenant compte des résultats des dernières consultations électorales."
Enfin, nous souhaiterions que l’engagement clair de tous les membres de la liste sur la solidarité dans la réalisation du programme municipal puisse également suivre, bien entendu, la solidarité dans le vote des budgets annuels, et cela pour toute la durée du mandat.
Pour terminer, et vous voyez que je sais obéir au président de séance, j’ai essayé d’être très bref, nous souhaiterions que dans le 5ème paragraphe, au chapitre où on lit : "Il garantira la démocratie locale", on inclut : "permettra le concours populaire et devra tenir compte des propositions essentielles du Manifeste Socialiste."
J’espère ne pas vous avoir abreuvés de litanies, j’espère avoir marqué mon propos d’une certaine sérénité et tout de suite je laisserai la parole au camarade suivant.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Mexandeau.
Il n’est pas là ? Alors la parole est à Cécile Goldet.

Cécile Goldet

Chers camarades, je viens vous parler des problèmes des femmes et demander, dans l’amendement de Denise Cacheux, la suppression d’un paragraphe de deux lignes que je vous lis :
"Les femmes doivent avoir leurs chances, car dans la gestion du quotidien politique, du vécu, le pouvoir municipal constitue sans aucun doute le meilleur palier pour accéder à l’exercice du pouvoir politique."
Je demande la suppression de ces deux lignes parce que les femmes ne doivent pas participer à la politique et à la gestion municipale en raison de leur vécu quotidien mais en tant que militantes et citoyennes à part entière !
(Applaudissements)
Par ailleurs, j’appuie cet amendement et je vous dis, camarades : jusqu’à quand allons-nous être obligées de jouer au jeu stupide et coquin ? Quand allez-vous comprendre qu’on ne construit une société Socialiste que tous ensemble, unis, au coude à coude ? Tous, nous savons que le front de classe est indispensable à notre succès, mais nous maintenons arbitrairement un front des sexes ! Celui-ci

Fondation Jean-Jaurès

amène un grand nombre de femmes à se tromper d'adversaire et à lutter contre l'homme, qui s'opprime directement, au lieu de lutter contre le capitalisme. Les hommes ne sont, en effet, que les instruments spécifiques des contraintes qui s'exercent sur les femmes. Ils en bénéficient relativement, mais ces contraintes sont en même temps, pour eux, source d'aliénation. Ils sont les instruments d'un ordre dominé aujourd'hui par le capital.
La place des femmes dans les instances élues, municipales et parlementaires, est essentielle. La situation actuelle, vous la connaissez : 4,6% de femmes au niveau municipal. 13 femmes sur 850 Conseillers généraux. 0 à l'Assemblée Nationale. 1 au Sénat.
Vous le savez aussi bien que moi, si la circonscription de Châtellerault avait été considérée comme une bonne circonscription, si la position d'Abelin n'y avait pas été encore solide, ce n'est pas Edith Cresson qui aurait été désignée, c'est un camarade homme ! (Applaudissements) Edith a fait un travail remarquable ; elle n'a pas gagné, parce qu'en effet ce n'était pas gagnable!
Il faut cesser de ne donner aux femmes que des places perdues d'avance !
(Quelques applaudissements)
Camarades, 3 femmes de plus sur une liste, ce sont 3 hommes de moins. 25 ou 30 femmes de plus à l'Assemblée Nationale, ce sont 25 ou 30 hommes de moins.
Bien qu'aussi capables que les hommes, les femmes, y compris les militantes, ont été formées depuis le jour de leur naissance à reconnaître la supériorité masculine, à douter d'elles-mêmes. Elles hésitent à solliciter des responsabilités électorales. Votre rôle est de les y aider, de les y pousser, et non pas d'essayer de prendre leur place !
Il faut que les femmes de ce pays prennent conscience que leur émancipation, leur accès à une véritable égalité dans leur vie de travailleuse, dans leur vie personnelle, familiale, psychologique, sociale et politique, sont indissociables du passage à une société Socialiste, et ceci ne suffira pas si les hommes ne prennent pas conscience que la révolution Socialiste commence aujourd'hui, pour tous, par le changement des mentalités et des comportements.
camarades, ne l'oublions pas, si l'Unité Populaire chilienne avait proclamé qu'il fallait que la libération des femmes soit un objectif prioritaire, elle n'aurait peut-être pas perdu une bataille que les femmes ont majoritairement menée contre elle, parce qu'elles n'avaient pas compris que c'était là leur seule chance, (applaudissements)
Nous préparons aujourd'hui les élections municipales, demain la bataille des législatives. Camarades hommes, qui aujourd'hui détenez statutairement 98% des rênes du pouvoir dans ce Parti où militent plus de 20% de femmes, ne l'oubliez pas, le rôle des femmes va être déterminant ; c'est avec elles, c'est peut-être grâce à elles que nous gagnerons cette bataille.
Nous devons avoir des élues femmes, parce que se sont-elles qui seront le plus à même de mener la lutte qui nous conduira dans une société Socialiste autogestionnaire dans laquelle la lutte féministe, aujourd'hui indispensable, n'aura plus aucune espèce de raison d'être.

Collection Jean-Pierre

(Applaudissements)

Le président - La parole est maintenant à Conigliano, Somme.

Conigliano (Fédération de la Somme)

Camarades, l'article 4 du titre IV du projet de motion soumis à notre Congrès propose une réelle cohésion des continuités de la direction de la municipalité, garantie notamment par l'appartenance en règle générale, du maire, et du 1er adjoint à la même formation.

La fédération de la Somme, à l'unanimité, a admis la logique de cette proposition.

Les listes municipales vont être établies partout où c'est possible, nous l'espérons, conformément à la ligne de conduite définie par notre Parti. Il est logique que le 1er adjoint, qui supplée totalement le maire pendant toute absence ou toute indisponibilité, appartienne à la même formation politique que le maire, mais cette règle devra, dans la plupart des cas, apporter plus de cohésion à l'action municipale. C'est ce qui découle de la mise en application, sur le plan local, de la stratégie des sphères du Parti.

Pourtant, il ne convient pas de négliger des situations locales qui témoignent d'une évolution vers un stade plus avancé de l'union.

Dans le cas où, pour souder devant l'électorat son équipe municipale, un maire Socialiste souhaite - j'insiste sur le mot - pouvoir désigner un 1er adjoint Communiste ou bien dans le cas où un maire Communiste souhaite pouvoir désigner un adjoint Socialiste, il faut leur laisser la possibilité de le faire et de ne pas les enfermer dans une règle nationale absolue et coercitive.

Il est nécessaire aussi d'évoquer la situation des villes ou ce type de répartition a été acquis en 1971, c'est-à-dire avant Epinay, c'est-à-dire avant la signature du programme commun.

Pour ne citer que quelques villes de plus de 30 000 habitants, que les municipalités de l'union de la Gauche gèrent depuis plus de cinq ans avec 1 maire Communiste et 1 adjoint Socialiste, je vous indiquerai : Amiens, capitale régionale, Nîmes, Sète, Calais, Saint-Dizier et d'autres peut-être.

Il semble que, nulle part, n'ait surgi de difficultés majeures et, partout, il semble que le bilan municipal soit très positif.

Il serait dommage, par une rigidité trop grande, de provoquer une situation, nouvelle qui ne manquerait pas d'être interprétée, par la population, comme un recul de l'influence locale du Parti Socialiste, alors que son audience nationale s'accroît.

Je voudrais évoquer plus précisément la situation d'Amiens, Amiens, je le répète, capitale régionale, est la seule ville de la Somme qui compte plus de 30 000 habitants. Le député-maire est Communiste, le 1er adjoint Socialiste ; le bureau municipal, paritaire, comprend 5 Communistes et 5 Socialistes. Cette situation a été créée tout naturellement en 1971 et n'a même pas été discutée par nos partenaires, tellement elle semblait logique à tous.

Elle a été ratifiée par les électeurs.
Nous militons dans un département qui est encore très influencé, au niveau des collectivités locales, par Max Lejeune, passé désormais à la majorité présidentielle. La fédération Socialiste doit lutter sans répit contre ce qui reste de l'influence, encore très considérable, de Max Lejeune ; elle doit compter aussi avec une fédération Communiste puissante, la plus puissante peut-être des fédérations Communistes de province au nord de la Loire.
Cette puissance est due à la fois au phénomène de rejet que Max Lejeune a suscité dans l'opinion de gauche, mais aussi à l'omniprésence du député-maire Communiste d'Amiens. Minoritaire, la fédération Socialiste de la Gauche doit constamment être sur ses gardes et lutter pour affirmer sa personnalité et son image de marque.
Le Parti ne nous aiderait pas, pas plus que l'ensemble des fédérations Socialistes qui se trouvent dans une position minoritaire par rapport au Parti Communiste, en proposant à nos partenaires des règles absolues que les électeurs ne comprendraient pas et qui marqueraient, de par notre propre volonté, un recul de nos influences. C'est pourquoi, la fédération de la Somme propose au Congrès un amendement ainsi libellé :
"Une réelle cohésion de continuité de la direction de la municipalité garantie, soit par l'appartenance, en règle générale du maire et de son 1er adjoint à la même formation, soit par le principe de la reconduction de la répartition maire-adjoint dans les municipalités de l'union de la Gauche déjà existant en 1971 où cet équilibre a donné satisfaction à l'avis des partenaires."
La fédération de la Somme demande à la Commission des résolutions de bien vouloir prendre en considération cet ajout. Au cas où le Congrès n'estimerait pas opportun de le faire figurer dans le texte final, elle demande avec insistance aux camarades qui seront chargés de négocier avec les autres partis signataires du programme commun, de ne pas perdre de vue cette situation.
Sans gêner en quoi que ce soit ce qui deviendra une règle générale, il doit être possible de préserver l'audience du Parti là où il est minoritaire,
Camarades, là où nous sommes les premiers, il faut se garder de tout triomphalisme. Là où nous ne sommes que les seconds, il est nécessaire de préserver nos droits et notre influence.
(Applaudissements)

Le président - Camarades, on entend un ronronnement constant dans le fond de la salle. Je demande aux camarades qui sont debout dans le fond de la salle, s'ils ont des conversations à avoir, qu'ils les aient hors de la salle. (Applaudissements)
La parole est à Jean-Marcel Bichat, Yonne. L'orateur suivant sera Christian Pierret.

Jean-Marcel Bichat

Chers camarades, je regretterai d'abord, comme certainement un certain nombre

de militants ou de délégués, une certaine confusion qui résulte de la présentation de 2 lectures différentes d'une même motion.
Nous avons connu, dans les Congrès antérieurs du Parti Socialiste, toutes sortes de techniques de Congrès, des amendements et des motions où l'on rajoute ici quelques mots, quelques lignes, mais aujourd'hui je crains que nous ne fassions beaucoup de reports en nous retrouvant sur un seul texte dont l'unanimité, finalement, pourrait tout aussi bien être réglée par les uns et par les autres, une unanimité qui apparaîtrait un jour être une disparité devant les sections, qui réapparaît, semble-t-il, d'après les débats de ce matin à la Convention.
C'est un manque de courage, je le dis, aussi bien pour les uns que pour les autres, c'est un manque de courage si ceux qui n'étaient pas d'accord n'ont pas voulu se compter, c'est aussi un manque de courage de ceux qui, parce qu'ils n'ont pas voulu insister sur les concessions, finalement sont à l'origine de cette situation préjudiciable aux débats démocratiques dans notre Parti.
Une réalité importante pour le Parti, à l'heure actuelle, à l'occasion de ce débat, c'est, je crois la possibilité, pour le courant de gauche, dit de gauche, du Parti, après toute une série d'attaques sur le glissement à droite du Parti, de se montrer clairement en opposition et plus à gauche que la ligne de la direction du Parti, d'où une série d'attaques plus ésotériques.
Nous sommes, camarades, dans un contexte de victoire, les sondages le disent, d'où une série de réaction de l'opinion qui le montre et, pourtant, un certain malaise nous gagne, et la question, camarades, doit être posée : est-ce que le Parti, comme à d'autres époques - je pense évidemment a un célèbre discours de Léon Blum dans un contexte de recul électoral, mais un an seulement après les grandes espérances de la Libération, est-ce que le Parti, aujourd'hui encore, n'aurait-il pas à nouveau peur, peur de la victoire, peut, dans une certaine frange, d'avoir la majorité, peur du changement, du pouvoir ?
Il ne faut pas entretenir cette peur, il ne faut pas, pour des raisons de tactique intérieure donner l'image d'un parti divisé. Que serait, dans une gauche unie, l'existence d'un parti qui ne le serait pas lui-même ?
Et, camarades, on a souvent employé l'expression : il faut être unitaire pour 2, mais dans le contexte actuel, dans le climat de polémique qui perturbe malgré tout, s'il y a des hauts et des bas, il faut aussi que le Parti Socialiste lui-même existe.
Le débat sur les 200 villes de plus de 30 000 habitants est un débat important. Il s'agit de situations exemplaires, mais il ne faut pas, à propos de ce débat, mettre essentiellement en avant une série de situations importantes mais qui ne recouvrent pas toute la réalité du Parti.
Le Parti Socialiste devrait profiter de cette réunion pour se mettre d'accord sur toute une série de principes essentiels, communs à toutes les villes, à toutes les communes, y compris les plus petites communes rurales.
J'énumèrerai d'abord la présence partout du Parti Socialiste, et sous son propre drapeau.
Les élections antérieures montrent que, souvent, dans les petites communes, ça n'est pas toujours évident et que les fédérations devraient parfois veiller

particulièrement à ce qu'aucun Socialiste ne se présente sans que soit clairement définie son appartenance à notre Parti.
Un Parti présent partout, aucune alliance avec la Droite, avec un groupe de droite ou avec dès individualités de droite, même camouflées, et nous devrions nous retrouver également pour réclamer que des conversations aient lieu à notre initiative, même si celles-ci n'offrent pas grand espoir dans certaines situations particulières de les voir aboutir, afin que nous soyons toujours les premiers à réclamer des contacts avec nos partenaires radicaux de gauche et, bien sûr, le Parti Communiste.
Mais je dirai néanmoins que la priorité des priorités n'est pas seulement la priorité de l'union de la Gauche : le développement du Parti Socialiste en est également une.
Je ne suis pas particulièrement d'accord avec l'un des orateurs qui disait : la Gauche progresse et, notamment, le Parti Socialiste. La Gauche progresse et, seul, le Parti Socialiste progresse, et le progrès de la Gauche vient du progrès de notre Parti. Cela nous donne une responsabilité particulière.
Est-ce que l'union de la Gauche est menacée au sein du Parti Socialiste ? A l'heure actuelle, je ne le crois pas. Je pense que les meilleurs garants ne sont pas les hommes, ne sont même pas les textes de Congrès, c'est le rapport de forces tel qu'il existe dans le pays, le rapport de force entre la Droite et la Gauche, le rapport de forces à l'intérieur de la Gauche. C'est une évidence dans la totalité des villes de plus de 30 000 habitants, quel que soit le rapport de force, que pour gagner dans de bonnes conditions les municipalités à la Gauche, on ne peut éliminer au premier tour les suffrages Communistes. C'est là la meilleure des garanties. Ce n'est pas seulement en établissant des textes que nous apporterons la meilleure sauvegarde à l'union de la Gauche. Il faut donc éviter, je crois, les faux débats. L'union de la Gauche ne se fera pas, je serais tenté de dire à coups de règles à calcul, de règles de morale ou de règles de grammaires. Je m'explique : les situations particulières ne seront pas toujours, c'est inexact de le dire, limitées à des exigences abusives, excessives du Parti Communiste, notre principal partenaire par rapport aux résultats des dernières élections, même des élections cantonales.
De quel droit d'abord assimiler des élections différentes, cantonales, municipales, législatives, à des dates variées, sur des secteurs qui ne se retrouvent pas toujours et, camarades, nous serions amenés, nous le savons bien, si nous voulons réfléchir honnêtement, à refuser parfois des exigences parfaitement légitimes du Parti Communiste. Par exemple, quand le Parti Communiste sera à peu près à égalité avec notre Parti, il ne serait pas scandaleux, dans ce cas, que le 2ème Parti de l'union de la Gauche réclame le 1er adjoint et, pourtant, pour des raisons politiques, pour des raisons de choix politique, nous pensons qu'il ne faut pas l'accorder. Ce qu'il ne faut pas, c'est tromper les militants et quant au débat grammatical sur le et ou sur le ou, je dis que ce n'est pas un bon service à rendre à l'union de la Gauche que de s'abaisser à cette petite querelle et que de dire aux français que celui qui symbolise pour eux l'union de la Gauche depuis 1965, trafique les textes, manipule les motions

de Congrès ou qu'il consacre ses efforts à saboter le débat démocratique.
En ce qui concerne nos partenaires et d'abord le mouvement des radicaux de gauche, je crois qu'il ressort des interventions d'un certain nombre de Congrès que les radicaux de gauche existent, sont une réalité. On cherche quelquefois quelle est la troisième famille de l'union de la Gauche, on pense à ces gaullistes de gauche qu'il faut chercher à la loupe, et ce n'est pas simplement une allusion à Michel Jobert.
Les radicaux de gauche, je le répète, existent et je crois, camarades, qu'il faut vous mettre en garde : ce n'est pas au moment où tout le monde, qu'il s'agisse de la majorité elle-même, du Parti Communiste ou même du PSU, essaie de déployer des trésors de séduction envers la famille radicale qu'il faut que nous refermions, que nous claquions la porte à nos partenaires de 1973.
La victoire de l'union de la Gauche est l'affaire de tous.
Quant au PSU, camarades, je pense qu'il faut, dans les rapports, avec ce petit parti, être ferme, comme il faut l'être avec le Parti Communiste ou les groupes gauchistes, être ferme sur l'union de la Gauche et sur le programme commun. Je ne pense pas qu'il soit nécessaire d'organiser la contestation à terme dans les municipalités de la Gauche, ni de fabriquer maintenant, au vu des prochaines échéances, des candidats de diversion comme la majorité cherche à recréer les pseudo-centristes d'opposition.
Quant au Parti Communiste, la campagne du 2ème tour à Châtellerault n'a pas été pour moi qui y ait participé longuement, l'occasion de retrouvailles avec les camarades Communistes, la campagne n'a pas été particulièrement unitaire et pourtant nous soutenions le même candidat,
A Châtellerault avant-hier, le candidat Communiste avait une position différente de celle que nous avions connue, était-ce loyal ?
A Tours, au contraire, la campagne du Parti Communiste était une campagne "verte", presque écologique.
La campagne n'a pas eu les résultats que la presse nous promettait et je crois que nous n'avons pas à rougir de notre Parti, à voir dans notre situation la marque d'un malaise, nous sommes les premiers au sein de la Gauche, nous sommes le premier Parti de France ; le mot d'ordre lancé dans la motion présentée par François Mitterrand, au Congrès de Grenoble, est réalisé, le Parti Socialiste, pour la première fois depuis 1936, domine la Gauche, pour la première fois depuis que les sondages existent-il est plus fort que le Parti Communiste dans l'électorat de la classe ouvrière, lui seul à gauche n'a jamais tenté d'édulcorer le choix entre la Droite et la Gauche.
Camarades, il ne faut pas diminuer le Parti ; qu'il s'agisse de la direction, de la solidarité, de la cohérence des équipes, il ne faut pas diminuer le Parti Socialiste.
Les municipales préfigureront certes l'union de la Gauche au pouvoir, mais ce n'est pas en soi que les municipalités de l'union de la Gauche préfigurent la Gauche victorieuse, les municipalités à direction Communiste de la région parisienne ne préfigurent pas heureusement l'union de la Gauche harmonieuse.
Nous n'avons pas sacrifié au sein de la Gauche ni l'audience, ni l'identité de notre Parti ; le Parti Socialiste doit être un Parti uni, cohérent, il faut pour la

victoire de 1977 et pour celle de 1978 une gauche unie et quels que soient les courants du Parti un parti qui soit lui-même également profondément uni.
(Applaudissements)

Le président - Je demande au service d'ordre de disperser les groupes de conversation qui se forment constamment dans le fond de la salle et qui empêchant d'entendre les orateurs. (applaudissements)
La parole est à Christian Pierret, de Paris.

Christian Pierret (Fédération de Paris)

Camarades, notre Congrès intervient à un moment où le pouvoir est en recul, recul de popularité pour ses chefs, division interne de la majorité, y compris sur les pseudo réformes annoncées par Giscard d'Estaing, réforme de l'entreprise, plus-values, recul car il est incapable de surmonter la crise comme le montre le 7ème plan, recul car il est obligé d'en venir à une régression de plus en plus dure dans les entreprises contre les militants politiques et syndicaux, dans la rue contre les étudiants, la répression s'étend chaque jour un peu plus, recul car l'autoritarisme et le durcissement sont maintenant les maîtres mots de sa politique.
Ce qui est en jeu aujourd'hui, à ce Congrès, c'est une nouvelle avancée pour battre le pouvoir.
Ce qui est en jeu aujourd'hui à ce Congrès, à propos de la tactique municipale, c'est, bien au-delà des élections dans telle ou telle ville, le problème général du pouvoir dans la société qui est posé, et à cet égard nous devons nous interroger sur deux points :
Tout d'abord, les élections municipales constituent un enjeu par rapport au développement de l'union de la Gauche. Ensuite, les élections municipales constituent un enjeu par rapport à notre Parti lui-même. Si les cantonales ont en effet montré que notre Parti a le vent en poupe, elles ont surtout montré que plus nous sommes unitaires, plus la dynamique de l'union de la Gauche profite à notre Parti. (applaudissements)
C'est vrai que nous devenons la première force électorale de notre pays. A nous maintenant, militants Socialistes, de devenir effectivement dans tous les domaines, le premier Parti de France. (applaudissements)
Les municipales sont à cet égard une étape et une étape seulement, mais une grande étape dans la politique de notre pays, et la logique du programme commun nous pose interrogation. Allons nous dériver vers une conception strictement électorale de l'union de la Gauche, c'est-à-dire une conception de négociations point par point, cas par cas, ville par ville, sans jamais intégrer cette démarche dans la cohérence d'ensemble que nous avons tous acceptée depuis 1972 lors de la signature du programme commun et depuis Epinay, lors de la constitution du Parti Socialiste ?
L'union de la Gauche, aujourd'hui, doit être autre chose en France que ce qu'elle est devenue au Portugal... (applaudissements) il ne peut y avoir

aujourd'hui dans notre pays deux visages de l'union, deux visages de la Gauche : l'un pour le gouvernement, ferme et résolu, l'autre pour certaines municipalités ou communes plus hésitantes.
Nous ne voulons pas, le Parti ne veut pas d'une cohabitation plus ou moins tendue, plus ou moins souriante, plus ou moins sporadique, entre les partenaires du programme commun, nous voulons une véritable union de combat pour la victoire du programme commun et de la Gauche. (applaudissements)
Nous devons donc, à l'occasion de ce Congrès, donner à l'union de la Gauche tout son souffle, donner au projet unitaire toute son ampleur, sachons que ce que nous déciderons au cours de ce Congrès engagera bien au-delà de demain, bien au-delà des élections ; la force, la vigueur engagent le Parti Socialiste tout entier par rapport aux nécessaires mouvements des masses dont nous aurons besoin, que nous devrons animer demain après la victoire au gouvernement.
Il faut lorsqu'on en appelle à l'unité aujourd'hui, lorsqu'on en appelle à l'union de la Gauche, être cohérent avec le projet d'ensemble. Il faut savoir que ce que nous décidons aujourd'hui, par rapport à cette unité, engage l'avenir, demain, par rapport à l'unité du mouvement de masse nécessaire au gouvernement de gauche.
C'est pourquoi il faut aujourd'hui rassembler, il faut aujourd'hui élargir l'audience de la Gauche, élargir l'audience du Parti Socialiste. Il faut être clair. C'est ce que veulent les travailleurs, c'est ce que veut l'immense majorité des militants Socialistes réunis aujourd'hui dans ce Congrès.
Il faut faire passer l'union à une étape supérieure, l'union dans les luttes, l'union dans l'action, l'union pour faire passer la logique du programme de gouvernement au niveau des municipalités. Mais tout ceci, camarades, nous engage aussi par rapport à nous-mêmes, nous engagent par rapport à notre propre Parti.
Il ne peut y avoir d'union de la Gauche sans un Parti Socialiste fort au sein de cette union ; il ne peut y avoir d'union de la Gauche, il ne peut y avoir de victoire sans un Parti Socialiste uni qui puise sa force dans la richesse de son débat interne, qui puise sa force dans l'écoute réciproque dont sont capables ensemble les militants.
La cohésion du Parti est nécessaire pour la victoire, mais cette cohésion n'est en aucun cas une affaire de rappel à une discipline mesquine ; cette cohésion est avant tout affaire de volonté commune ; cette cohésion est en elle-même un projet politique de victoire pour la Gauche ; cette cohésion doit se manifester à l'occasion de chaque débat fondamental pour le Parti et cette cohésion doit progresser sur la base d'un débat politique réel.
Soyons donc d'accord pour que la qualité de notre unité interne soit à la hauteur des ambitions qui sont les nôtres pour le Socialisme en France.
Un parti uni, un parti responsable et un parti où l'accord politique doit être conquis dans son sein, un parti où l'accord politique existe et lorsqu'il existe engage et les uns et les autres.
Nous sommes donc confrontés à deux logiques aujourd'hui : nous sommes confrontés à la logique de l'union et du programme commun de gouvernement,

nous sommes confrontés à la logique d'Epinay pour ce qui concerne notre vie en commun.
Nous sommes, quant à nous, courant 2, d'accord avec l'ensemble du texte qui a été approuvé par le Comité directeur et que nous avons voté au Comité directeur, dans les sections, dans les fédérations. Mais nous ne voulons pas que ce Congrès se réduise à un débat de syntaxe entre ceux qui prônent le "et" et ceux qui prônent le "ou", nous voulons que ce Congrès ait conscience des enjeux, qu'à ce Congrès l'unité de la Gauche progresse pour que, s'il y a des exceptions, Mauroy disait lui-même sur les antennes de France Inter hier soir qu'il souhaitait que les exceptions soient réduites au maximum, voire qu'il n'y en ait pas, elles ne puissent être justifiées que par des exigences de nos partenaires que les instances souveraines de notre Parti jugeront inacceptables. (applaudissements)
Aujourd'hui, nous sommes comptables de l'union de la Gauche ; aujourd'hui nous sommes comptables du programme commun devant l'ensemble de la population et des travailleurs ; mettons le Parti en état de vaincre, travaillons à une victoire durable de masse, insufflons à l'union de la Gauche une vigueur nouvelle pour que les habitants et les travailleurs qui nous apportent leur confiance sachent que le Parti Socialiste sait, dans les grands moments de l'histoire de notre pays, être unitaire pour deux.
(Vifs applaudissements)

Le président - La parole est à Guibos (?) Charente maritime ? Il n'intervient pas ? Alors, la parole est à Georges Fillioud.

Georges Fillioud

Mes camarades, dans les dernières heures du Congrès de Pau, nous disions : il faudra que nous apprenions à vivre ensemble, compte tenu des décisions que venait de prendre, que s'apprêtait à prendre notre dernier Congrès portant conséquence quant à la composition des instances exécutives du Parti.
La première année de cet apprentissage fut difficile, les débats ont été à tous les niveaux, dans les sections, les fédérations, au Comité directeur, au Bureau exécutif, durs, les affrontements rudes, les explications quelquefois pénibles. Mais, après ce temps, aujourd'hui, il me semble que quelque chose dans cette façon de vivre est peut-être en train de changer. Il appartient à ce Congrès de Dijon de conduire à son terme la mutation dans les relations internes des fractions du Parti.
Le Parti Socialiste ayant enregistré au cours de cette dernière période de 14 ou 15 mois, les succès que vous savez, et que nous avons, toutes tendances, toutes familles de pensée confondues, construits ensemble, a aujourd'hui, face aux échéances prochaines, des responsabilités nouvelles et des responsabilités éminentes.
Je suis certain que cette façon de considérer l'avenir proche a fortement imprégné l'esprit, la réflexion, la volonté militante de beaucoup des adhérents de

Fondation Jean Jaurès

ce Parti et cela s'est marqué au cours de ces dix ou quinze derniers jours dans les débats qui ont eu lieu à la base pour la préparation de ce Congrès extraordinaire.
Il s'agit, d'ici à demain, d'aller au bout de cette modification des états d'esprit et des volontés respectives.
Croyez-moi, camarades, la presse ne s'y est pas trompée, sans doute l'avez-vous comme moi-même lue, je citerai l'article du Monde d'hier soir, par exemple, qui note cette modification de l'état d'esprit, qui dit le signataire de cet article, marque une volonté très largement répandue dans le Parti Socialiste aujourd'hui de se préparer à ses responsabilités nouvelles que j'évoquais et, à travers la presse, bien entendu l'opinion, l'opinion qui attend de nous que cette notion de responsabilité nouvelle s'exprime avec force à l'issue de ce Congrès et dans un état d'esprit unitaire.
Les sondages valent ce qu'ils valent, au moins sont-ils des indications. Le dernier en date, publié il y a 48 heures par France-Soir, fait apparaître que 27% des français interrogés se déclarent prêts à voter Socialiste et, c'est la 1ère fois que la question est posée en ces termes, 28% en plus des 27% dont la détermination est prise, disent qu'ils n'excluent pas la volonté, l'hypothèse de voter Socialiste, dans une échéance d'importance nationale.
Sans doute, si cette façon de prendre en charge les responsabilités qui sont aujourd'hui, au printemps 1976, celles du Parti Socialiste, apparaît, et heureusement, de plus en plus largement, sans doute faut-il aussi remarquer que le langage que nous avons entendu ce matin à la Convention nationale, et depuis le début de ce débat, n'est-il pas toujours exactement à l'unisson du langage entendu récemment dans les discussions ces sections et des fédérations destinées à la préparation de ce Congrès.
Nous avons, depuis ce matin, remarqué un ton, en effet, infiniment plus responsable, plus soucieux d'aboutir à des positions communes, et exprimant une volonté, qu'il n'y a pas lieu de mettre en doute, de travailler en commun au succès de l'ensemble.
Mon souhait sera, camarades, que cette novation de langage ne dure pas seulement le temps de ce Congrès extraordinaire, mais devienne la manière dont s'exprimeront, dans les temps qui viennent, les Différents courants du Parti, dans toutes les occasions où nous aurons à prendre ensemble des décisions.
Il me semble que l'important - et qui constitue, je crois que chacun le mesure bien, une novation peut-être décisive dans la vie politique française - l'important est que, compte tenu de la position qu'occupé aujourd'hui le Parti Socialiste, un accord politique sur l'essentiel se soit fait, de telle manière qu'un seul texte se trouve soumis à l'approbation de ce Congrès.
Je sais bien, cela a été dit par certains de ceux qui se sont exprimés avant moi à cette tribune, que ce texte peut en effet comporter des lectures différentes, mais l'important, je dis "le décisif", est bien que soit marquée par ce texte commun une volonté politique qui, on le voit bien, rassemble l'immense majorité, pour ne pas dire la quasi-unanimité du Parti.
C'est-à-dire que l'union de la Gauche, dont la tactique municipale proposée par ce texte n'est que l'expression d'une volonté permanente depuis la création de

ce Parti à Epinay, et dans le droit fil de la motion du Congrès de Pau, c'est-à-dire que l'union de la Gauche, c'est la règle. Et lorsqu'on dit que c'est la règle, cela signifie que cela ne saurait être l'exception, et que les exceptions ne peuvent être en effet que très peu nombreuses.
La première chose qui découle de cette affirmation, qui elle, est, en effet, par rapport à l'histoire du mouvement Socialiste, une innovation formidable, c'est que nous savons bien dès maintenant qu'il n'y aura nulle part en France, dans aucune des communes de ce pays, il n'y aura nulle part d'alliance qui contredirait cette règle unitaire, et qu'il n'y aura nulle part d'alliance douteuse.
Alors, les exceptions, qui font tout l'essentiel du débat amorcé dans le Parti depuis 1 mois ½ qu'a commencé la préparation de ce Congrès, que seront-elles ?
Eh bien, camarades, là je vous invite à avoir confiance en nous, confiance en ce Parti que nous avons fait ensemble, et en sa direction.
Car, enfin, s'il y a exceptions, tenant à des exigences particulières, excessives ou amies (?), ou à des situations particulières, qui arbitrera et qui décidera ?
Selon le mécanisme tel qu'il est proposé par ce texte, ce sera, pour les villes importantes, le Comité directeur, et ce sera, pour les communes de moins de 30 000 habitants, l'instance fédérale, c'est-à-dire dans les deux cas, nous, ceux qui ont été mis en place après le Congrès de Pau, au niveau national, et dans les fédérations, pour exercer la responsabilité politique.
Or, vous êtes tous responsables de ce qui, à cet égard, sera décidé en cas de litige, dans chacune de vos fédérations. Au niveau national, (Je voudrais dire, mais j'hésite un peu à le répéter tant cela me parait une vérité évidente, mais enfin, dans ce débat, pourquoi ne pas le noter avec force ?), cette direction du Parti, qui aura à arbitrer en dernier ressort les litiges dans les villes importantes, qu'a-t-elle fait depuis qu'elle a été mise en place, à l'issue du Congrès de Pau ? Qu'a fait le Secrétariat national et qu'a fait le Premier secrétaire du Parti Socialiste, sinon respecter avec vigueur, rigueur, détermination, fermeté, l'orientation à gauche décidée par le Congrès national, et l'application, sans défaillance et sans exception, quitte à prononcer des sanctions contre des militants éminents et de longue date du Parti ? Qu'a-t-elle fait, cette direction, et qu'a fait le Premier secrétaire du Parti Socialiste, sinon appliquer, je le répète, avec beaucoup de fermeté et de rigueur, et même d'intransigeance, la ligne unitaire que nous avions choisie ?
Alors, mes camarades, il me semble qu'à travers ce passé récent, confirmant la volonté exprimée très largement dans le Parti Socialiste d'aujourd'hui, marqué par les succès que nous avons vécus ensemble depuis un an et demi, dans ces conditions, l'heure, me semble-t-il, n'est pas aux procès d'intention, alors que l'on voit bien que pour l'essentiel un accord politique réel, profond, existe entre nous tous. Alors, notre tâche est bien de fortifier notre Parti, ce qui passe par une meilleure cohésion, une unité plus assurée, et une plus grande capacité d'agir.
Face à ces responsabilités nouvelles, qui sont nées, mes camarades, de notre volonté politique et de notre action militante à tous, face à ces responsabilités nouvelles, le Parti Socialiste est plus que jamais dépositaire des espérances qu'il a, avec d'autres, mais en tenant sa part, fait naître dans ce pays.

Collection Jean Daniel

Au moment où nous sommes véritablement à un tournant de l'histoire du mouvement ouvrier français, où nous avons, nous Socialistes, notre place, toute notre place, notre tâche, camarades, est bien de transformer cette espérance en victoire, victoire du Socialisme, de l'union de la Gauche, et des forces populaires.
(Applaudissements)

Le Présent - La parole est à Geindre, du Calvados, et après lui, Delehedde, du Pas-de-Calais.

François Geindre (Fédération du Calvados)

Camarades, la tâche de notre Congrès est double aujourd'hui. Notre Congrès a une tâche, il a un enjeu.
Il a une tâche : c'est celle - après que tous ensemble, tous courants confondus, nous ayons signé une motion commune qui a été présentée à l'ensemble des sections et à toutes les fédérations et présentée à ce Congrès, d'éclaircir son interprétation.
Et un enjeu : c'est celui de faire franchir, en 1976, et dans le contexte politique proche de la victoire pour la Gauche, à l'union de le gauche un pas supplémentaire.
Une tâche : C'est vrai que les militants des sections, les militants sur le terrain, les militants d'entreprises, de groupes Socialistes d'entreprises, de sections d'entreprises, de sections locales, ont lu avec intérêt une motion commune signée par l'ensemble des courants du Parti, ce qui exprimait un renforcement, un approfondissement de l'union de la Gauche dans notre pays.
Nous disions dans cette motion, et nous disions ensemble :
L'union de la Gauche, au-delà d'une tactique électorale, est véritablement la stratégie de notre Parti. C'est avec nos partenaires du programme commun que nous gagnerons la victoire et que nous gouvernerons pour la transformation de la France en une société Socialiste.
Et puis... et puis nous avons vu deux interprétations, et l'une nous a semblé revenir en arrière, l'une nous a semblé dire :
L'union de la Gauche, ce n'est peut-être plus seulement une stratégie, mais ce serait, en arrière, seulement une tactique. C'est-à-dire que là où l'union de la Gauche nous serait favorable, nous la pratiquerions à plein, mais que là où elle nous poserait des problèmes nous déciderions qu'il y aurait alors situation particulière et que nous pourrions présenter des listes homogènes.
Oh ! Bien sûr, il n'est plus question aujourd'hui de suspecter quiconque, dans le Parti Socialiste, devoir des tentations centristes. Plus personne ne suspect plus personne de cette tentation. Elle est, il faut le dire, depuis Epinay, depuis la signature du programme commun, exorcisée.
Mais une autre tentation nous guette : celle d'avancer seuls, forts de nos succès, forts de notre renforcement. Et nous les avons, seuls nous n'assurerons pas la transformation Socialiste de la France. Nous avons besoin de le faire dans le

Fondation Jean-Jaurès

cadre de l'union de la Gauche, et seulement dans ce cadre nous pourrons le faire. Cette tâche il faut, je crois, l'affronter, il faut l'affronter clairement, et il est nécessaire de le dire et préciser sous une forme ou une autre, mais sous une forme qui ne devra pas être certainement - car tel n'est pas l'enjeu de notre Congrès - être celle d'une motion complémentaire, qui ne sera pas celle d'un amendement, car il ne s'agit pas de mesurer les forces des courants respectifs, il s'agit de faire un pas, sous une forme qui peut être celle d'une précision, d'une interprétation, qui peut être unanime, à la suite d'une Commission des résolutions.
Il est nécessaire de préciser qu'en effet, partout en France, dans toutes les sections et dans toutes les fédérations, au préalable nous engagerons les discussions avec nos partenaires. Ces discussions porteront sur un certain nombre de choses : sur le programme, dont il faut pas nier l'importance, sur la composition de la liste, sur les délégations de pouvoirs aux adjoints, et sur la solidarité pendant le cours du mandat. Et ce n'est qu'à l'issue de ces négociations, s'il n'est pas possible d'aboutir, s'il n'est pas possible d'aboutir à un accord parce que nos partenaires présenteraient des exigences excessives, que les instances du Parti seraient alors seulement, et seulement dans ce cas, amenées à reconnaître qu'il existe des situations particulières.
C'est tout simplement - et je réponds là à Georges Fillioud, mon prédécesseur - ce que nous avons expliqué dans le cadre du débat fédéral, avec autant de responsabilités qu'aujourd'hui, avant autant de tranquillité, de calme, et sans aucune acrimonie. Et c'est sur cette base que l'ensemble de la fédération dont je suis membre a voté effectivement cette précision.
Je pense que notre Congrès peut la voter afin que les choses soient claires. Ces choses étant claires, nous aurons en effet, je crois, franchi un pas dans l'unité. Et ce pas est nécessaire car personne ne doute qu'il est encore nécessaire de renforcer l'union de la Gauche, de renforcer l'union du Parti Socialiste et celle du Parti Communiste.
Nous savons, et nous le savons d'expérience, que c'est dans le cadre de cette union que nous progressons, que le Parti Socialiste est plus fort, qu'il se renforce, et que par-là même il sera toujours mieux à même, dans le cadre de cette union de la Gauche, d'assurer ses tâches historiques, qui se rapprochent.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Delehedde, du Pas-de-Calais, et ensuite à Benassayag.

André Delehedde (Fédération du Pas-de-Calais)

Camarades, C'est la minorité du Pas-de-Calais qui s'exprime par ma voix devant vous. Pas la minorité officielle, reconnue, consacrée, mais l'autre, celle qui suscite chez les camarades qui l'écoutent, je n'ose dire "chez les camarades qui l'entendent", de telles réactions que nous avons parfois le sentiment d'être accusés, sur le plan moral, de conduite rétrograde, et, sur le plan juridique, de

reconstitution de ligue dissoute.
Notre petite réalité est beaucoup plus simple. Nous tenons à exprimer notre point de vue, car la capacité de proposition est l'essence, la vie même de notre Parti. C'est la condition de la démocratie, et nous tenons à la préserver.
C'est pourquoi nous avons présenté un amendement qui n'a pas reçu la publicité qu'il méritait. Ceci est dû aux aléas de la distribution de la presse du Parti.
Le Comité directeur du 4 avril a présenté un texte unanime. Au risque de choquer, je dirai, après d'autres, que l'unanimité ne me parait pas une qualité majeure. L'entente sur les détails ou le flou des propositions peuvent recouvrir les plus larges désaccords. Le texte du Comité directeur nous intéresse moins par son caractère unanime que par son contenu, un contenu que nous jugeons positif. Mais nous sommes persuadés qu'il est nécessaire d'aller plus loin pour la clarté de notre démarche, et compte tenu des échéances qui nous attendent.
La clarté : nous en avons bien besoin. Déjà, les interprétations différentes du texte national, dont la presse s'est faite l'écho, ont montré qu'il était nécessaire de définir une démarche cohérente et précise pour la négociation des alliances aux municipales.
Si déjà les divergences d'interprétation se font jour entre nous, entre Socialistes, quelle sera notre capacité de discussion face aux partenaires de l'union de la Gauche ?
Une démarche cohérente doit tenir compte des réalités, qui sont de deux ordres :
D'abord, le mode de scrutin, qui est différent pour les communes de plus de 30 000 habitants, et pour les autres ;
Ensuite, le fait qu'il peut y avoir deux tours aux élections municipales.
Il est donc nécessaire de préciser quand les alliances se font, et, en ce qui concerne les communes de plus de 30 000 habitants, nous avons préconisé que des listes d'union de la Gauche soient présentées partout, sans exception, et dès le premier tour, ce qui est une obligation qui découle logiquement de la loi.
Cette proposition a le mérite de la clarté et de la netteté. Elle se situe dans un contexte politique précis.
Avec l'affirmation de l'identité et de la capacité du Parti, au cours des dernières années, après les résultats des dernières cantonales, le Socialisme est bien à l'ordre du jour. 1977 est bien près de 1978, et il importe que la cohérence existe entre les démarches électorales qui seront les nôtres au cours de ces deux consultations :
Pour obtenir en 1973 un pouvoir durable de la Gauche, il est nécessaire de ne rater aucune occasion d'inciter, et cela dès 1977, tout l'électorat à voter pour toute la Gauche, sinon nous contribuons à maintenir dans son esprit l'idée qu'il y a une gauche dangereuse et une gauche acceptable.
Les communes de plus de 30 000 habitants constitueront un pôle d'attraction, un test, qui portera témoignage de la capacité unitaire de la Gauche en France.
C'est pourquoi nous pensons que la règle d'union de la Gauche ne doit, dans ces communes, souffrir aucune exception, les exceptions n'étant concevables qu'avec l'accord de tous les partenaires de la Gauche, dans de cas très précis, qu'ils auront à déterminer ensemble.

Fondation Jean Jaurès

Cette proposition que nous avons faite ne porte pas atteinte à l'intégrité, à l'identité et à la capacité de discussion de notre Parti. Elle lui permet au contraire de s'affirmer, dans toute son originalité, sur sa stratégie, celle de l'union de la Gauche.
C'est au cas où des manquements à cette stratégie se produisent que nous perdons notre identité et notre crédit.
Peut-on se faire élire, en 1977, dans certains cas, contre nos partenaires de la Gauche et envisager de gouverner avec eux en 1978 ? La contradiction est trop flagrante pour être envisagée. Les électeurs ne nous pardonneraient pas une telle attitude. Comme l'écrivait récemment Robert Verdier, l'alliance n'est pas une simple combinaison de tactiques électorales. En présentant un programme qui est valable pour la durée de la législature, nous avons voulu montrer que nous entendions assumer ensemble les responsabilités du gouvernement si le suffrage universel nous donnait la majorité. Alors, cette majorité est à notre portée, nous ne pouvons nous permettre aucun pas en arrière ni même aucun pas décoté. Nous ne pouvons nous permettre aucune incohérence. 1977 doit au contraire renforcer la dynamique unitaire et montrer aux yeux de l'opinion publique, sur le terrain le plus concret, le plus proche de la population, celui des communes, la capacité de toute la Gauche à gouverner dans la loyauté.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Benassayag. Ensuite à Fournier.

Maurice Benassayag

Mes chers camarades, en effet le Congrès ne peut pas se limiter à trancher sur des conjonctions "et" "ou", et je m'adresse ici à nos camarades du CERES à qui je veux parler sans aucune acrimonie.
Si les camarades du CERES avaient le sentiment que le texte proposé au Comité directeur n'était pas assez clair, ils n'auraient pas dû l'accepter, alors. En tous cas ils auraient pu dans un second temps faire voter dans les sections un amendement pour l'éclairer, selon leurs propres paroles.
Or j'observe - puisqu'il m'a précédé, je m'adresse à lui - que notre camarade Christian Pierret n'a ni proposé, ni fait voter dans sa section d'amendement.
(Quelques applaudissements)
En revanche, au Congrès fédéral de Paris, nous avons vu surgir cet amendement qui a été voté par des sections dans lesquelles ce problème n'avait pas été évoqué au moment des votes de sections. Cet amendement surgi brusquement me parait un peu curieux...
En vérité, comme l'a dit avant moi Georges Fillioud, la méfiance entre nous n'est pas de mise. Qui plus, qui mieux que nous, a toujours voulu, veut et voudra encore l'extension et le renforcement de l'union de la Gauche ? D'ailleurs la preuve, Sarre le reconnaissait dans une interview récente du Point, c'est que le Parti Socialiste continue à recruter à gauche. On ne comprendrait pas que ce Parti continue à recruter à gauche s'il ne l'était pas, depuis le Congrès de Pau. Il

serait, paradoxal qu'au moment où le Parti Communiste Français a mesuré l'inanité de sa suspicion à notre égard cette suspicion se maintienne à l'intérieur du Parti.
En vérité, nous avons d'autres débats, et beaucoup plus sérieux, à mener. Avec d'autres, conquérir et exercer le pouvoir, et pour cela construire le Parti de la transition au Socialisme, c'est-à-dire un parti dont la discipline soit librement consentie, un parti qui aura renforcé sa cohésion idéologique.
Camarades, nous sommes dans un Parti Socialiste - et parfois nous en doutons quand nous mesurons les différentes tendances - pour construire ensemble le Socialisme !
C'est une tâche difficile, exaltante, mais qui mérite qu'avant de songer à reconstruire l'unité d'un courant, nous songions à sauvegarder l'unité du Parti.
(Applaudissements)
Mes chers camarades, nous sommes ensemble en effet, nous l'oublions trop souvent, pour aller ensemble à la société Socialiste, Communiste et Socialiste. Nous devons à l'avenir, et pour les deux ans qui viennent, réserver tous nos coups à la seule Droite.
(Applaudissements)

Le président - Je donne la parole à Fournier, ensuite à Mexandeau.

Jacques Fournier

Camarades, dans ce Congrès consacré aux élections municipales, la minorité du Parti dont je suis ici l'un des porte-parole poursuit deux objectifs : l'union de la Gauche et l'unité du Parti.
(Applaudissements)
Camarades, nous pensons que ces deux objectifs sont réalisables à Dijon, aujourd'hui et demain.
Ces deux objectifs, ils doivent être réalisés sur une base claire. Notre Parti, compte tenu des responsabilités qui sont les siennes aujourd'hui, ne peut pas se permettre d'afficher devant le pays une position unique qui demain pourrait faire l'objet d'interprétations contradictoires également considérées comme valables l'une et l'autre, et nous ne gagnerions rien les uns et les autres, ni la majorité, ni la minorité, à réaliser aujourd'hui l'accord dans la confusion.
Camarades, le premier objectif, c'est l'union de la Gauche. L'union de la Gauche dans les municipales, qu'est-ce que cela veut dire ? Cela veut dire des listes communes dès le premier tour, dans toutes les communes où les partis signataires du programme commun sont représentés.
Vous pouvez prendre la question par n'importe quel bout, c'est toujours, camarades, sur cette réponse que vous retomberez. Voilà la règle.
Alors à cette règle, et c'est de cela dont nous discutons cet après-midi, c'est de cela peut-être dont nous discuterons à la Commission des résolutions, à cette règle, peut-il ou non y avoir des exceptions ?
Oui, il peut y avoir des exceptions, nous le disons, et nous le disons parce que

Fondation Jean Jaurès

nous sommes comme tout autres responsables. Mais ces exceptions, elles ne peuvent exister que dans le seul cas qui soit compatible avec l'union de la Gauche, c'est-à-dire dans celui d'exigences abusives de nos partenaires, car alors c'est effectivement l'union de la Gauche elle-même qui se trouve dénaturée par de telles exigences. Mais, camarades, en dehors de cette hypothèse, quels peuvent être les autres cas d'exception ?

Les autres cas d'exception, je crois qu'ils peuvent se ramener à deux catégories : l'une, je la qualifierai d'autonomisme de parti, l'autre je dirai qu'elle correspond à la notion de risque d'échec.

L'autonomisme de parti, c'est quelque chose après tout de respectable. Il s'agit de camarades qui souvent sont en position de force, et qui se disent : pourquoi ne pas imposer nos idées, notre style, en gérant seuls une municipalité?

Mais à ces camarades il faut répondre : comment soutenir que nous voulons gouverner seuls au plan local, alors que nous proposons au pays un gouvernement d'union de la Gauche valable pour l'ensemble du territoire ?

(Applaudissements)

Il faut demander aussi à ces camarades s'il n'y a pas une certaine présomption de leur part à écarter toute possibilité de contribution à l'action locale de la part de nos partenaires à l'intérieur du programme commun ? Et il faut leur dire : ne sommes-nous pas d'accord avec ces partenaires sur l'essentiel, c'est-à-dire sur le programme commun dans le cadre du pays ? Nous allons gérer les communes ; n'est-il pas de notre devoir, au lieu d'affirmer notre autonomisme, d'agir pour que dans le cadre de l'application de ce programme ce soit effectivement - et c'est logique de se battre pour cela - nos propositions qui deviennent non pas les propositions du seul Parti Socialiste, mais les propositions de toute la Gauche, en appliquant sur le terrain le programme commun ?

Voilà pourquoi il faut se battre, pour les municipales !

L'autre hypothèse, camarades, c'est le risque d'échec, et on connaît bien le raisonnement. C'est le cas où, dit-on, l'union de la Gauche risquerait de ne pas triompher au premier tour, là où au second tour le Parti Socialiste tout seul, bénéficiant du désistement de ses partenaires, pourrait l'emporter. C'est un raisonnement qui est parfois appuyé sur quelques sondages qui, parait-il, ont été réalisés.

Eh bien nous disons, camarades, que ce raisonnement n'est pas admissible, car ce serait admettre que des Socialistes peuvent se faire élire par des électeurs qui sont hostiles à l'union de la Gauche !

(Applaudissements)

Nous disons en plus, camarades, que ce raisonnement n'est pas sérieux, et à ceux qui le tiennent, je voudrais rappeler tout d'abord ce que disait François Mitterrand dans l'article de "Unité" paru il y a quelques semaines : il serait imprudent, imprudent et choquant, ajoute François Mitterrand, de voir les Socialistes compter sur l'intégralité des suffrages Communistes, alors que ces derniers seraient privés de toute représentation au sein de la municipalité. Et le même raisonnement, ajoute à juste titre François Mitterrand, s'applique bien entendu en sens inverse.

En plus nous savons bien, camarades, les élections cantonales viennent encore une fois de le montrer, que c'est partout où le Parti a affirmé clairement ses positions qu'il a progressé, et non pas là où il a voulu rester sur certains compromis à l'ancienne mode.
(Applaudissements)
Camarades, on commence à s'apercevoir de cela ici et là dans le Parti, et nous nous en félicitons, car la liste des exceptions, eh bien petit à petit elle prend un peu la figure d'une peau de chagrin, il y en a aujourd'hui moins qu'hier, et nous espérons tous qu'il y en aura demain beaucoup moins qu'aujourd'hui.
Je crois que nous pouvons donner un conseil à certains camarades, celui de consacrer à la lutte pour l'union de la Gauche et pour le développement de la popularisation du programme commun les moyens et le temps que certains d'entre eux voudraient consacrer parfois à l'organisation de sondages et à la méditation sur leurs résultats !
Camarades, notre deuxième objectif, c'est l'unité du Parti. L'unité du Parti, elle est éminemment souhaitable dans le contexte actuel, compte "tenu des responsabilités qui sont celles du Parti Socialiste, et au moment où les conversations vont s'ouvrir avec nos partenaires de l'union de la Gauche.
Cette unité est possible à Dijon et nous la voulons, nous, minorité du Parti, comme beaucoup de camarades de la majorité, car nous ne sommes pas des maniaques du Particularisme, nous ne cherchons pas systématiquement à nous compter.
Camarades, sur ce problème des municipales, on pouvait penser, il y a encore quelques mois ou quelques semaines que l'accord ne serait pas possible au sein du Parti. Nous pensions alors qu'une certaine distance nous séparait sur ce point. Peut-être nous sommes-nous trompés, et si nous nous sommes trempé, tant mieux !
En tous cas, camarades, l'accord a été réalisé au dernier Comité directeur. Je dis que sur cet accord, s'il est appliqué dans sa lettre et dans son esprit, l'unité du Parti peut se maintenir réellement, et je pense à un point qu'évoquait tout à l'heure notre camarade Bichat. Appliqué dans sa lettre... je ne vais pas revenir sur la controverse grammaticale du "ou" et du "et". Je donnerai simplement un exemple que vous trouverez peut-être simpliste, que pour ma part je trouve tout à fait pertinent, et qui a été donné par un camarade dans un Congrès d'une fédération du Midi de la France. Ce camarade a dit simplement ceci : "si on dit Mitterrand "ou" Marchais, eh bien ce n'est pas la même chose que si on dit Mitterrand "et" Marchais." (Applaudissements)
Nous, nous disons : si on dit situations particulières "ou" exigences abusives, eh bien, camarades, ce n'est pas la même chose que si on dit : situations particulières "et" exigences abusives.
Camarades, il y a aussi l'esprit, il y a le contexte, et il y a un point de la motion sur lequel il n'y a pas de divergence entre nous du point de vue interprétation, c'est le point qui fait obligation à toutes les sections d'engager des négociations avec nos partenaires. Alors je dis : quelle pourrait être la portée de cette obligation, quel pourrait être le sens de cas négociations si on disait : eh bien

oui, nous venons négocier, mais nous venons négocier pour ne pas faire l'accord, parce que nous sommes dans une situation particulière ?
Camarades, la majorité des militants du Parti ne s'y trompe pas, c'est dans ce sens qu'elle interprète cette motion, et nous en sommes persuadés, c'est dans ce sens que la dynamique de notre Parti imposera son application.
Dans cette affaire, nous ne cherchons pas à donner des leçons, nous sommes simplement prêts à avancer dans le bon sens avec qui voudra.
(Applaudissements)

Le président - Je donne la parole à Mexandeau, et après lui à Wolf.

Louis Mexandeau

S'il en était besoin, camarades, mon propos s'inscrirait en réaction contre un certain pessimisme décelé ici ou là à l'égard des orientations du Parti, et je le ferai à partir d'un constat simple, c'est le caractère désormais profondément unitaire du Parti, et le constat d'abord qu'à ce Congrès il n'y a pas deux motions, il y a une seule motion, ce qui est quand même par rapport à nos précédents Congrès un progrès incontestable.
Et pourquoi n'y a-t-il qu'une seule motion ? C'est parce que cette unité revêt en fait et rejoint une signification bien plus profonde, celle d'une immense évolution des couches sociales qui sont aujourd'hui de plus en plus largement acquises à l'union de la Gauche. Et même sans doute pourrait-on remarquer dans l'ensemble de la société, même chez ceux que nous n'avons pas encore gagnés, une sorte d'intérêt au moins, préparant peut-être des ralliements, et c'est le sens, je crois, que l'on pourrait donner aux sondages dont on a fait état tout à l'heure.
Ce qu'il faut dire quand même, et l'affirmer hautement, c'est que le Parti en est largement responsable. C'est que dans ses choix, il n'a pas changé. C'est qu'il n'a en fait qu'une ligne et une seule, et que demain il ne fera pas, quelle que soit l'évolution, un choix fondé sur l'opportunité, fondé sur le calcul. Je vaudrais de ce point de vue rassurer les camarades qui m'ont précédé.
En fait, notre engagement unitaire, ce n'est pas un choix circonstanciel, il s'agit d'un choix fondamental, irréversible, et je dirai même en dehors du rapport de forces à l'intérieur de la Gauche.
Croyez-vous, camarades, que ce soit par calcul électoral qu'il y a maintenant 11 ans bientôt, François Mitterrand a prôné l'union de la Gauche ? Si nous nous plaçons en termes de résultat, combien représentait le courant Socialiste ? 8%, 9 ou 10% ? Et pourtant, l'unité, il la voulait, nous avec lui, et les Socialistes de plus en plus nombreux, organisés ou non.
Aujourd'hui que la ligne a triomphé à Epinay, que le Parti s'est renforcé, que ses résultats confirment la justesse de notre choix, croyez-vous que nous serions à la veille d'infléchir ce choix, si peu que ce soit, pour revenir à des combinaisons qui n'ont même plus, d'ailleurs, de signification dans la société d'aujourd'hui ?
Alors disons-nous ceci : avant-hier, représentant peut-être le tiers ou le quart de

Contribution Jean Jaurès

la Gauche, nous étions déjà unitaires. Hier, représentant disons 20% dans le pays, nous étions encore unitaires. Aujourd'hui nous sommes devenus le premier parti, nous le restons. Et si demain il y avait un rapport de forces qui nous était encore plus franchement favorable, nous serions encore et toujours unitaires !
(Applaudissements)
Alors que reste-t-il au fond du débat ? Il reste le fait qu'on a prononcé un mot, celui de confiance ou celui de méfiance. Alors posons-nous la question, et donnons quelques exemples.
Est-ce que le Parti a vacillé dans sa confiance en l'union de la Gauche et dans son combat, lorsqu'il a été victimes de procès qui nous apparaissaient injustes dans les sections ou les fédérations ? Est-ce que la direction du Parti a manqué à sa tâche lorsqu'elle a demandé à ceux des membres des municipalités élus avant Epinay de se constituer en minorité d'opposition ?
Est-ce qu'aux dernières cantonales, dans certains cas rarissimes - jamais le Parti n'a été plus discipliné que lors de ces dernières cantonales, il faut le dire - la direction du Parti, François Mitterrand, ont hésité pour sanctionner les camarades qui avaient manqué à l'union de la Gauche ? Alors ?
L'unité, donc, c'est nous, c'est le Parti. Je crois qu'il faut se garder des surenchères artificielles, d'un certain raffinement syntaxique, et qu'il faut que les exceptions soient exceptionnelles ou exceptionnellement exceptionnelles ! Sachant que demain il faut laisser dans le débat à la direction du Parti une possibilité de négocier, mais sachant aussi que l'évolution est irréversible. Nous savons déjà que la situation aujourd'hui, à Dijon, n'est plus la même qu'il y a un mois, et que dans deux ou trois mois, et qu'à l'automne, il y aura un mouvement d'une telle ampleur dans le pays qu'il rendra bien académique une partie de nos débats !
C'est donc une décision de confiance. L'évolution va se poursuivre. Nous pensons que l'interprétation, puisqu'il est question d'interprétation, ne peut aller que dans un sens, celui d'une plus grande unité. En même temps, ce sera conforme aux intérêts du Parti car nous avons entendu parler des exigences des partenaires mais, camarades, il faudrait aussi, parfois, parler des exigences que le Parti Socialiste a le droit d'avoir, parce qu'il est un partenaire égal au sein de l'union de la Gauche !
Pour le reste, faisons confiance au Parti, faisons confiance à sa direction. En définitive, un camarade du courant n° 2 me demandait tout à l'heure : "Est-ce que François Mitterrand va donner une interprétation unitaire de la motion de Congrès ? "Je pourrais lui répondre, effectivement, qu'il est bien de lui faire confiance car, s'agissant de l'union de la Gauche, depuis onze ans que nous sommes à ses côtés, et s'agissant du Parti depuis Epinay, vraiment, camarades, je commence à avoir confiance !
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Wolf, et après lui à Benoît.

Fondation Jean Jaurès

Marc Wolf

Mes camarades, la satisfaction, c'était sans doute le sentiment unanime des camarades de la fédération du Nord quand ils ont appris que, le 4 avril, tous les courants du Comité directeur s'étaient mis d'accord face à la tactique des municipales pour un texte commun.

Et voilà que, quelques jours plus tard, nous apprenons qu'il y a sur le même texte deux interprétations ! Quelle dérision !

Nous allons aujourd'hui nous chipoter sur des "et", sur des "ou", sur des virgules ! N'aurait-il pas mieux valu que le débat se fasse dans toute la clarté et que les camarades soient amenés à voter sur des textes clairs ?

Mais alors, que ceux qui partagent ton point de vue, Jean Marcel Bichat, ne viennent pas demain, si nous avons quelques difficultés à élaborer un texte commun au prochain Congrès, reprocher aux uns ou aux autres d'avoir voulu se compter, les mêmes qui aujourd'hui leur reproche d'avoir recherché l'unité du Parti ! (applaudissements)

Quoi qu'il en soit, les camarades de la minorité du Nord ont voté ce texte, ce qui a permis l'unanimité de notre fédération. La minorité du Nord a voté ce texte par souci de l'unité du Parti, mais surtout parce qu'à ses yeux ce texte n'admet qu'une seule interprétation : l'interprétation de la logique, de l'enchaînement même de ses paragraphes, et c'est ce que je veux démontrer maintenant.

En effet, que nous dit ce texte ?

1°) que nous devons partout rechercher le meilleur accord possible. Mais, camarades qui avez voté ce texte, vous vous êtes engagés partout à aller rencontrer vos camarades Communistes, à discuter avec eux ! Alors, pas d'hypocrisie ! Comment ! Vous allez discuter avec eux pour, à la fin, leur dire : "Finalement, on ne peut pas... On a discuté pour rien ! On repart à zéro ! Vous êtes une situation particulière !" ?

Il y a une logique à respecter.

2°) ce texte nous dit, et nous en sommes unanimement d'accord, qu'il ne faut pas livrer nos camarades, le Parti, ses sections, ses fédérations, aux exigences éventuellement abusives de nos partenaires.

Oui, nous sommes unanimes pour adopter une sorte de code de bonne conduite de l'union de la Gauche, des règles qui sont tout simplement celles du bon sens, les propres règles de notre vie commune. Oui, la représentation proportionnelle sur la base du dernier scrutin et, donc, des élections cantonales, la discipline budgétaire, la continuité municipale, un programme municipal s'inspirant du programme commun... Mais attention, camarades ! Si vous avez voté ce texte, il vous engage aussi ! Ce code de bonne conduite, il concerne toute la Gauche, nous aussi ! Comment pourrions-nous, demain, aller dénoncer les exigences abusives de nos partenaires si nous-mêmes, face à l'opinion, nous développions des exigences semblablement abusives en dehors de ce code de bonne conduite que nous proposons pour nous tous ensemble ?

3°) et c'est la seule question qui reste à débattre entre nous, est-ce que, les négociations ayant été engagé, nos partenaires ayant accepté notre code de bonne conduite, nos conditions, nous allons leur dire : "Et bien ! On ne marche

plus ! Vous n'êtes pas beaux, vous ne sentez pas bon, on ne veut plus de vous ! Tout cela, c'était du cinéma !" ? Est-ce que nous allons leur dire à ce moment-là : "Vous êtes une situation particulière !" ?
Quel illogisme ! Quelle absurdité, mais aussi, quelle sottise politique !
Comment ! Ici, là, nous allons expliquer aux électeurs que nous ne sommes pas "foutus" de gouverner ensemble une municipalité et, demain, en 1978, aux méfies électeurs, aux même endroits, nous dirons qu'ensemble nous allons gouverner le pays ? Quelle contradiction ! (applaudissements)
Alors, on nous dit : "Irresponsables ! Vous allez nous faire perdre nos mairies !" Non, camarades. Aujourd'hui, pour le Parti Socialiste, ce n'est pas irresponsable de dire non aux manœuvres électoralistes. Aujourd'hui, ce qui est irresponsable, c'est d'abandonner ne serait-ce qu'un instant le terrain de l'union de la Gauche, d'abandonner ce terrain comme nos camarades Communistes, eux, l'ont fait quand ils développaient contre nous une injuste polémique, d'abandonner ce terrain où - qui ne l'a pas compris ici ? - nous avons construit en France le renouveau du Socialisme.
4°) enfin ce texte nous dit : il y aura une Convention nationale de ratification, et je dois dire que si les camarades de la minorité du Nord ont voté ce texte, c'est parce qu'il y avait ce quatrième point, car nous pourrons juger sur pièces. Nous ne sommes pas de ceux qui font des procès d'intention, nous donnons rendez-vous à la direction pour novembre, décembre - je ne sais - quand nous aurons vu comment, effectivement, ce texte, qui n'admet pour nous qu'une interprétation - aura été, dans les négociations concrètes, au Comité directeur, dans les faits, par elle appliqué.
Mes camarades, on nous parle de responsabilité, de réalisme... c'est le mot à la mode dans ce Parti. Alors, où est le réalisme dans la France de 1976 ? Telle est la vraie question.
Demain, quand la Gauche sera au pouvoir, qu'allons-nous faire de nos mairies ? Seront-elles de simples rouages gestionnaires, dans l'application loyale du programme commun, alors que les puissances d'argent mettront tout en œuvre pour saboter l'application des décisions du suffrage universel ? Du bien seront-elles des points d'appui pour la mobilisation populaire, des expériences pédagogiques pour entretenir partout la marche vers l'autogestion ? (applaudissements)
Notre ambition des municipales, mes camarades, ce n'est pas d'arrondir, pour le plaisir de gérer - si plaisir il y a - notre collection de beffrois, c'est de préparer 1978, que nous ne gagnerons que si nous avons tous ensemble réveillé la dynamique unitaire, c'est déjà la préparation du combat d'après-demain quand, face à la réaction accrochée à ses privilèges, nous appuyant sur le programme commun, nous appuyant sur la mobilisation populaire, nous appuyant aussi sur nos mairies, nous préparerons la transition au Socialisme.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Benoît, de la Nièvre, après lui à Maurice Halevin, du Puy de dôme, et à Pierre Joxe.

Benoît (Fédération de la Nièvre)

Camarades, au moment où nous sommes, je pense qu'il faudrait passer de la théorie à la pratique. (applaudissements)

J'ai l'honneur depuis 1971, grâce à François Mitterrand, d'être le maire de la ville de Nevers, 50 000 habitants, avec 22 Socialistes et 11 Communistes ; je peux donc vous parler en connaissance de cause de tous les problèmes dont vous avez délibéré depuis ce début d'après-midi.

D'abord, il faut que vous sachiez, vous tous, mes camarades militants, qu'il n'est pas facile de gérer une municipalité dans les conditions actuelles.

Ensuite, il faut que vous sachiez que l'élaboration de listes communes, comme nous l'avons fait en 1971, avant l'unité du Parti, avant l'élaboration du programme commun, était une chose qui n'était pas facile non plus. Nous l'avons réalisée mais je peux dire, premier point, que la discussion avec nos partenaires Communistes - je ne parlerai pas du Mouvement des Radicaux de Gauche, car dans la Nièvre il n'y en a pratiquement pas, il y a des Socialistes et des Communistes - est difficile. Aussi, lorsque vous aurez, aux prochaines municipales, à discuter avec nos partenaires, je vous le dis, camarades, soyez fermes, car avec nous, depuis cinq ans, ils ont été loyaux, mais il est dur de vivre à coté d'eux, il faut que vous le sachiez.

L'union de la Gauche, nous l'avons réalisée et je puis vous dire que le bilan, après cinq années de cohabitation, n'est pas seulement bon, il est excellent pour la population qui s'aperçoit qu'après vingt ans de direction de droite nous avons pu réaliser, Socialistes et Communistes, avant l'heure, un programme commun municipal qui fait que nous pouvons penser aujourd'hui, dans le chef-lieu du département de la Nièvre - à l'image de ce qui vient de se passer dans le pays - que nous emporterons la majorité aux prochaines élections municipales ! (applaudissements)

Il y a également un autre argument dont il faut que vous vous serviez, c'est qu'une fois qu'une liste d'union de la Gauche est constituée - je l'ai dit, c'est quelquefois difficile au niveau de la discussion - la formule n° 1 ou n° 2 disparaît, croyez-moi. Quand on discute, au sein d'une municipalité d'union de la Gauche, de l'élaboration d'un programme social touchant à l'Education nationale, aux gens du 3ème âge, à la jeunesse et aux sports, eh bien ! L'unité se fait et c'est là que vous pouvez faire de véritables réalisations !

C'est pourquoi je suis monté à cette tribune pour vous dire, et j'en ai déjà terminé : n'ayez aucun complexe ! Il n'y a pas deux tendances au Parti Socialiste quand on est devant les responsabilités ! Il y a l'action et quand nous avons la chance, nous Socialistes, d'être majoritaires, c'est à nous d'indiquer à nos partenaires quelle est la voie qu'il faut prendre pour arriver au succès et au Socialisme.

A l'évidence, le programme est difficile. Il y aura en France, certainement, des difficultés.

Je ne voudrais pas revenir sur ce qui a été longuement débattu, sur la dialectique

du "et" ou du "ou", mais ce que je peux vous dire pour conclure c'est qu'après les longues discussions que vous aurez avec vos partenaires, l'action d'une municipalité de la Gauche devient facile car nous sommes tous épris de ce sentiment de changement profond que sent la France à l'heure actuelle ; nous l'avons ressenti, nous, dans notre municipalité d'union de la Gauche à Nevers, quand nous sommes arrivés au pouvoir, quand nous avons parlé à la population un langage Socialiste, avec notre drapeau, et que nous avons fait suivre les réalisations, malgré les difficultés que les maires ou conseillers municipaux qui sont ici connaissent.
Alors, camarades, pas de complexe ! Allez à la bataille des municipales en gagneurs, et vous gagnerez les élections municipales !
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Maurice Halevin, Puy de Dôme, et ensuite à Pierre Joxe.

Maurice Halevin (Fédération du Puy de Dôme)

Mes camarades, je voudrais vous livrer en quelques mots un certain nombre de réflexions et ne pas vous parler, en ce qui me concerne, du programme de la composition des listes et du dosage difficile que cela représentera dans bien des communes.
Je voudrais vous dire qu'à mon avis le vrai fond du débat a été évoqué au détour de quelques interventions précédentes. Il est de savoir si, dans le cadre de l'union de la Gauche, le Parti et les Socialistes qui le composent donnent la priorité à l'union en espérant que la dynamique de l'union entraînera le développement du Parti Socialiste ou bien si, dans le cadre de l'union, nous donnons la priorité à l'originalité du Parti, au développement de son implantation, au développement de son idéologie autogestionnaire, en pensant - et l'histoire de ces dernières années me conduit personnellement à le penser - que c'est la dynamique du Parti Socialiste qui entraînera avec elle l'union de la Gauche. Le fond du débat, il est là.
Pour bien cerner ce débat, il faut savoir ce que représente la discussion que nous avons aujourd'hui sur le problème des élections municipales, bien savoir quelle est la situation de départ. On ne débat pas dans l'abstrait, mes camarades.
Le Parti Socialiste est le premier parti de France, cela a été dit ; suffisamment, je ne sais pas, mais cela a été dit. Ce que je voudrais ajouter, c'est qu'il est le premier parti des municipalités, et cela n'a pas encore été dit. Nous avons des dizaines de milliers d'élus municipaux Socialistes ; ils ont peut-être leur pesanteur... peut-être vaut-il mieux avoir des pesanteurs que pas d'élus ! Ce qui signifie que la motion que nous proposons aujourd'hui aura comme conséquence d'ouvrir les portes de milliers et de milliers de mairies au Parti Communiste, mairies dont il est absent actuellement. Voilà ce que cela signifie, camarades !
Je voudrais vous livrer une petite réflexion qui me venait tout à l'heure. Imaginez, par exemple, qu'on ait entendu hier soir ou avant hier soir, un Michel

Fondation Jean-Jaurès

Rocard, un, excusez-moi, Michel Rocard - déclarer à la presse que, compte tenu des rapports de forces, les travailleurs n'auraient rien à gagner à une entrée des Communistes dans les municipalités, et imaginez, camarades, les réactions qu'auraient pu susciter de tels propos ! Et bien, camarades, ne rêvons pas nos partenaires ! Sachons les prendre comme ils sont ! Ce n'est pas de la politique-fiction ! Rocard n'a pas dit cela, bien sûr, mais il n'y a pas si longtemps, camarades, qu'un dirigeant éminent du Parti Communiste, je crois que c'était Colpin, concernant une proposition que nous avions faite de campagne commune dans les entreprises, avait dit textuellement : "Les travailleurs n'ont rien à gagner à une entrée des Socialistes dans les entreprises!"

La politique, camarades, ce n'est pas un jeu, c'est une affaire de rapport de forces, tout le monde le sait ; nous ne sommes pas ici des naïfs, en tout cas je le suppose. Alors, il faut bien savoir à quoi nous nous engageons et il faut bien savoir le sacrifice que le Parti va faire en acceptant, partout où se sera possible, ces listes communes. Je dis cela sans esprit de polémique, je dis cela pour que chacun pèse bien ce que nous allons apporter et ce que nous recevrons en échange. Nous n'avons pas à attendre une réciprocité, il faut le savoir.

Et, en fonction de cette proposition, ultra unitaire qui est la nôtre aujourd'hui, il est bon que tous les Socialistes, ceux qui sont ici aujourd'hui, et ceux qui n'y sont pas, se débarrassent une fois pour toutes de ce sentiment de culpabilité qu'ils ont et qui est celui de l'éternel accusé devant l'éternel accusateur.

Nous n'avons rien à nous reprocher, nous ne voulons reprocher rien à personne, simplement que l'on nous juge sur nos actes et non pas sur des anathèmes.

Nous voulons bien servir l'union, ouvrir ces milliers de portes fermées, mais nous allons les ouvrir parce que nous pensons que, dans les batailles qui suivront les municipales, la bataille contre la Droite ne sera pas facile, elle ne décrochera pas facilement et, le jour où le suffrage universel nous appellera pour diriger le pays, il sera bon d'être implantés dans les communes, c'est-à-dire à la base, où commence le pouvoir.

Il sera bon, cela a déjà été dit, que les élus Socialistes, radicaux de gauche et Communistes fassent la preuve qu'ils sont capables de gouverner ensemble les communes et, là, je voudrais vous mettre en garde, camarades, il ne faudrait pas qu'à trop vouloir prouver, nous fassions une démonstration par l'absurde et que nous parvenions à démontrer l'inverse, ce qui suppose que toute liste commune doit être subordonnée à un certain nombre d'engagements et, en particulier, de voter les budgets, que toute liste commune doive être subordonnée à un engagement de programme. Il ne s'agit pas seulement de se partager les places, il faudra dire à l'opinion pourquoi nous voulons diriger les communes et comment. Pas d'accord sans engagement sur ces deux points.

Nous voulons être donc les serviteurs de l'union de la Gauche, cela ne paraît incontestable aujourd'hui, nous voulons être les meilleurs serviteurs, cela nous paraît non moins incontestable mais, camarades, ceci ne doit pas nous conduire à oublier le service du Parti et, qu'est-ce que c'est ? Ce sont les exigences du Parti. On ne va pas faire un catalogue des situations particulières ; ceux qui s'y risqueraient s'exposeraient justement à oublier celles qui vont se poser. Les

situations particulières, pour moi, c'est très simple, camarades, ce sont les exigences du Parti Socialiste. Quel Socialiste peut admettre que les partenaires aient des exigences et que son propre parti n'en ait pas ? Nous devons garder le souci, camarades, le souci de l'intérêt du Parti.
J'ai commencé, et je veux être très bref, j'ai commencé par une affirmation, celle de l'union de la Gauche. H n'y aura pas de Parti Socialiste en dehors de l'union de la Gauche, c'est bien clair pour tout le monde. Il est bien clair aussi pour tout le monde qu'il n'y aura pas d'union de la Gauche sans Parti Socialiste fort, et la priorité où est-elle ? Dans les interventions que j'ai écoutées, il ne m'a pas paru qu'elle se situait toujours au même niveau. Je ne prétends pas régler le débat et que je détiens la vérité. Je le pose et j'apporte ma réponse, pour moi, camarades, la priorité, c'est, dans l'intérêt même de l'union de la Gauche, le Parti, le Parti Socialiste, camarades qui, au-delà de nos divergences de courants est notre Parti à tous.
(Applaudissements)

Le président - Je demande au service d'ordre une nouvelle fois de disperser les groupes du fond de la salle. La parole est à Pierre Joxe et, ensuite à Denise Cacheux.

Pierre Joxe

Chers camarades, Halevin vient de dire qu'il vaut mieux avoir des pesanteurs que pas d'élus.
Je pense qu'il aurait dû ajouter ; on peut avoir beaucoup d'élus sans pesanteur, et ces élus-là n'en ont pas moins de poids ! (Applaudissements)
Il y a maintenant cinq années que notre Parti progresse. Il y a bien plus longtemps encore que François Mitterrand avait montré la voie en appelant, en organisant, en dirigeant le rassemblement des forces de gauches dans notre pays, en préparant l'union de la Gauche, et ceux qui craignaient que l'union de la Gauche ne nuise au Parti Socialiste, ceux qui craignaient que le Parti Socialiste ne se dissolve dans une alliance où il serait dominé, ceux-là ont pu constater dès 1973, aux élections législatives, combien l'union de la Gauche, voulue par les Socialistes rassemblés, avait rencontré l'accord de notre peuple.
Depuis, notre Parti a grandi, ses effectifs ont doublé en quatre années, nos sections d'entreprises sont de plus en plus nombreuses, notre presse de plus en plus diffusée, nous devenons le principal adversaire des réactionnaires au pouvoir.
La place des Socialistes dans les luttes sociales, le succès récent aux élections cantonales, tout montre que nous avons une raison de conduire notre Parti sur la ligne unitaire sans jamais en dévier.
Pourtant, au Congrès de Pau, l'année passée, c'est sur ce sujet que s'étaient séparés, peut-être à tort, les deux principaux courants de notre Parti.
Ceux qui avaient craint, à l'époque, que la direction du Parti Socialiste ne s'en trouve déviée vers la Droite, ont pu constater qu'il n'en était rien, au contraire

Fondation Jean-Jaurès

et, aujourd'hui, ce qui nous avait séparé peut nous réunir.
En effet, sur ce point, la tactique du Parti aux élections municipales, un accord est intervenu au Comité directeur, un texte a été diffusé dans tout le Parti et, sur ce texte, les sections de la fédération de Saône-et-Loire, comme les sections de tout le Parti, ont eu à délibérer,
En Saône-et-Loire, ce texte a été approuvé à 97%. Nous avons délibéré sur ce texte et non sur des commentaires publiés par le N°49 du "Point et la rose", commentaires qui n'étaient pas parvenus dans notre fédération et qui comportaient peut-être une erreur de mot, mais sûrement une erreur de nom puisqu'ils portaient ma signature alors que je ne l'avais jamais vu.
(Applaudissements)
En Saône-et-Loire, ni le courant 1, ni le courant 2 n'ont présenté d'amendement. Nous avons approuvé un texte qui nous a paru clair, qui n'avait pas besoin de commentaires et c'est seulement sur 2 points particuliers que des amendements ont été proposés, l'un qui consisterait à préciser que la cohésion de la direction de la municipalité ne repose pas seulement sur l'appartenance au même parti du maire et du Premier adjoint, mais sur, je cite "le travail collectif de toute la municipalité". (Applaudissements)
Deuxième proposition d'amendement, que l'ouverture vers des organisations locales ne soit pas l'ouverture à des représentants de ces organisations, mais à des Membres de ces organisations locales.
Et sur le fond, sur la ligne unitaire, eh bien nous n'avons pas l'impression que l'ambiguïté surgisse du texte mais, puisqu'il existe des hésitants, je m'adresserais brièvement à eux, à ceux qui sont réticents, non pas pour les combattre, mais pour les convaincre.
Parmi les Socialistes réticents, il y a ceux qui préféreraient gagner seuls, et il y a ceux qui craignent d'échouer à cause de l'union.
Parmi les Socialistes réticents, qui préféreraient gagner seuls, on pourrait les comprendre, mais ils se préparent à diriger seuls et, là, il faut leur montrer la contradiction qu'il y a, à vouloir gouverner leur pays dans l'union de la Gauche et à refuser l'union pour administrer leur ville, (Applaudissements). D'autres l'ont déjà dit avant moi.
Parmi ceux qui sont réticents, il y a ceux qui craignent d'échouer à cause de l'union. A ce sujet, d'autres l'ont déjà dit aussi, depuis quelques années chacun peut constater que c'est le refus de l'union qui conduit à l'échec politique, à la perte d'influence et souvent à la défaite électorale.
Au contraire, c'est l'union qui nous a conduits aux victoires de 1973, c'est l'union qui nous a conduits aux progrès de 1974, c'est l'union qui nous a conduits aux succès de 1976, et c'est l'union qui nous conduira en 1977 à de nombreuses victoires ! (Applaudissements)
Pour conclure, si nous les Socialistes nous sommes d'accord pour souhaiter que la ligne unitaire triomphe, si nous les Socialistes, nous sommes d'accord pour vouloir que la règle unitaire s'applique, alors dans toutes nos fédérations, la ligne unitaire s'imposera à tous, alors au Comité directeur la règle ne recevra pas d'exception et de nombreuses victoires viendront montrer une fois de plus aux

Fondation Jean Jaurès

incrédules, aux hésitants, aux timorés, prouver une fois encore, que l'union c'est l'avenir du Socialisme, que l'union c'est la force de notre peuple, que c'est la victoire de la Gauche.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Denise Cacheux et, ensuite à Carassus.

Denise Cacheux

Chers camarades, n'étant ici ni le porte-parole d'une fédération, ni le porte-parole d'un courant, je ne suis pas à la tribune pour défendre la motion unique mais pour défendre la contribution de la délégation nationale à l'action féminine.
Je suis la 2ème femme à prendre la parole - il y en aura 3 en tout - et j'entends déjà des camarades dire : "Encore !".
Eh bien, oui, encore !
Je suis dans le Parti pour taper sur un clou et je taperai dessus jusqu'à ce qu'il s'enfonce. (Applaudissements)
Il s'agit aujourd'hui d'un Congrès sur la tactique que nous mènerons aux municipales.
Je vous rappelle, camarades, qu'aux dernières élections municipales, les femmes ont représenté, en tout et pour tout, entre 7 et 8% des candidats. Elles n'ont représenté que 4 1/2%, à peine, des élus communaux et elles ne représentent encore que 2% des maires. Or, elles représentent 53% du corps électoral.
Je sais bien que les femmes ne sont pas les seules victimes du système. Nous partageons avec nos camarades jeunes, avec nos camarades ouvriers, les mêmes difficultés ! (Applaudissements)
Mais, dans chacune de ces catégories, les femmes jeunes et les femmes ouvrières sont encore plus pénalisées. Elles le sont plus que les hommes et ce n'est pas quelques femmes élues municipales qui peuvent changer les choses.
Nous demandons donc au Parti d'aller au-delà des exigences des statuts et de prendre l'engagement de présenter sur les listes municipales un pourcentage de femmes représentatives de ce qu'elles représentent effectivement dans les sections et de les mettre en position d'être élues, de leur confier des responsabilités en ne les cantonnant pas dans certains rôles.
Mais, camarades, nos revendications comme on dit, nos exigences plutôt, ne sont pas seulement d'ordre quantitatif, elles sont aussi, et je dirais même surtout, d'ordre qualitatif.
En effet, nous ne sommes pas là pour revendiquer les places, mais pour participer au changement. Comment envisager un changement en profondeur de la société sans le concours de la moitié de la population ?
Il est donc indispensable que les femmes participent, non seulement aux futures listes municipales, mais aussi à l'élaboration du programme. Aussi, il nous a été annoncé qu'une Commission à la proportionnelle serait désignée pour rédiger le manifeste du Parti ; je demande donc que les femmes soient représentées à cette Commission afin de participer à l'élaboration de ce manifeste pour les

Fondation Jean-Jaurès

prochaines municipales. (Applaudissements)
On nous dit quelquefois : les femmes ne font pas de politique. Je dis qu'elles font de la politique à longueur de journée en subissant la vie qu'on leur impose. C'est peut-être une façon passive de faire de la politique mais c'est quand même une façon importante. Ceux et celles qui affirment d'ailleurs que la politique n'intéresse pas les femmes, ce sont ceux qui visent à faire des femmes des objets politiques, manipulés par les sujets politiques, c'est-à-dire ceux qui prennent les décisions.
Par leur nombre, les femmes ont une force politique égale à celle des hommes. Ce n'est pas que les femmes ne veulent pas agir ; il faut d'ailleurs être conscient que les femmes acquièrent de plus en plus une conscience politique, elles ont de plus en plus une pratique politique, mais ce n'est pas toujours la pratique des partis ; elles exercent la politique dans un grand nombre d'associations, associations de quartiers, de Parents d'élèves, de consommateurs et si leurs luttes n'ont pas de débouché politique, si elles ne peuvent pas accéder aux responsabilités dans le cadre normal des institutions, vous allez les condamner à camper dans l'opposition et dans la critique de la politique municipale.
Il est injuste et il est dangereux de leur demander un soutien sans participation.
Camarades, les municipales, on nous l'a dit depuis le début de l'après-midi, sont une étape ; elles sont, dans une certaine mesure, le 1er tour ces législatives. Or, chacun sait que le scrutin uninominal des législatives constitue un handicap pour tous les marginaux. Ne laissons pas passer l'occasion d'un scrutin de liste pour combler une lacune de notre démocratie, pour réduire une inégalité et pour amorcer un changement.
Camarades, les femmes ont quelque chose à dire au Socialisme et le Socialisme a quelque chose à dire aux femmes, ne laissons pas passer les occasions.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Carassus, puis ensuite Weill-Raynal et Gilles Martinet.

Pierre Carassus

Oui, camarades, après le séminaire que la direction vient de tenir, selon le Journal "Le Monde", le slogan à l'ordre du jour serait : "Rassurer sans édulcorer", et c'est sans doute pour rassurer que l'on nous propose aujourd'hui des listes homogènes dans certaines grandes villes où l'alliance avec les Communistes risquerait de nous faire perdre nos municipalités! et notre camarade Pierre Mauroy allait jusqu'à prendre l'exemple de la Ville de Pau. Je sais bien que, depuis, il y a eu des déclarations allant dans un meilleur sens, mais il nous faut bien voir, camarades, que le discours qu'on nous propose de tenir est quelque peu contradictoire à notre stratégie unitaire. Au fond, que cela nous plaise ou pas, nous donnons quelque peu raison à nos adversaires et cela reviendrait, au fond, à dire : "Mais oui, Monsieur Chirac, mais oui, Monsieur Poniatowski, mais oui, Monsieur Chirac, vous avez raison, ces Communistes

sont vraiment des gens peu recommandables et, dans notre bonne ville de Pau, nous ne nous livrerons pas à les associer à la gestion de notre ville". Et on appelle cela des situations particulières !
Faut-il préciser, camarades, qu'à notre avis, cela ne correspond pas au projet de motion qui a été soumis au vote des sections. S'il y a bien une situation particulière aujourd'hui, c'est celle que connaît notre pays du fait même des intérêts qu'il représente. Le pouvoir giscardien ne peut qu'enfoncer encore plus notre pays dans la crise. Nos adversaires sont sur la défensive, sur tous les terrains et, en particulier, sur le terrain idéologique et politique. Je voudrais prendre 2 exemples :

- La Droite s'est toujours opposée à la liberté d'expression politique dans les entreprises. 3 délibérations de tribunaux ont rendu des jugements donnant une orientation dans ce sens.
- Enfin, la Droite a toujours proclamé le caractère selon elle, a-politique de certaines consultations électorales, notamment les cantonales et les municipales. Les dernières cantonales ont battu complètement en brèche ce thème.

C'était là 2 grands thèmes mystificateurs qui visaient à masquer le point de la politique du pouvoir en place, que ce soit dans les entreprises, dans les localités ou dans les Conseils généraux.
Mais, s'il est sur la défensive, le pouvoir est prêt à utiliser tous les moyens, même illégaux, pour se maintenir.
C'est le refus de toute négociation ; c'est la création de milices patronales et enfin la remise en cause des droits acquis.
Récemment, le CNPF vient d'éditer une brochure entièrement consacrée au droit de grève. Parmi certaines entraves envisagées, j'en citerai une : le respect du droit de propriété exclut toute occupation des locaux et tout sabotage.
On assiste donc à une offensive de grande envergure. Mais malgré ce renforcement de l'autoritarisme du pouvoir, la combativité des travailleurs ne cesse de se renforcer. A mon sens, les cantonales en témoignent pleinement et aussi, bien entendu, les luttes quotidiennes.
Il nous semble tout naturel aujourd'hui, en face d'une fermeture d'entreprise, que les travailleurs occupent cette entreprise et se battent pour le maintien de leur emploi et pour le maintien du potentiel économique de leur entreprise. Ceux qui militent dans les entreprises savent bien qu'il y a encore quelques années, la tendance naturelle des travailleurs confrontés à ces problèmes, était le repli sur soi-même, la recherche de la solution individuelle.
Dans ce contexte dont le pouvoir tentera d'utiliser quelques gadgets publicitaires pour essayer d'intégrer les travailleurs, mais son arme essentielle demeurera le gouvernement par la peur. Le seul moyen pour y faire face pour nous, c'est le renforcement de l'union de la Gauche. La seule façon pour la Gauche de rassurer, d'être plus crédible, c'est de se battre au coude à coude, les municipales seront donc un test décisif.
Il nous faut bien mesurer, camarades, combien toute démarche du Parti ne collant pas pleinement à la stratégie unitaire nous serait préjudiciable. Aller

Collection Jean Jaurès

seuls au combat parce que nous l'avons choisi de notre propre chef, qu'est-ce que cela voudrait dire ? Cela voudrait dire que nous serons en difficulté pour être les porte-parole authentiques du programme commun et cela profitera d'abord au Parti Communiste. Cela voudrait dire que nous contribuerons a donner quelque crédit à la campagne de l'adversaire, et cela sera profitable à la Droite.
Ce n'est pas une vue de l'esprit, c'est le verdict des cantonales.
Georges Fillioud nous disait tout à l'heure, que la majorité n'avait pas manqué de courage et de trancher dans le bon sens dans des situations délicates. Erreur Fillioud, à Perpignan, si j'ai bien compris, ce sont les électeurs qui ont tranché, et la direction du Parti a dû entériner les conséquences qui s'imposaient.
Oui, pour les cantonales, les électeurs ont choisi la clarté. C'est ce que Claude Estier écrivait d'ailleurs dans l'Unité. En effet, il écrivait :
"La poussée Socialiste est générale dans l'ensemble de la France, à l'exception de quelques zones limitées où certains notables sont demeurés frileux à l'égard de la stratégie unitaire du Parti".
Il y aurait donc, camarades, quelques camarades qui demeureraient frileux à l'égard de la stratégie unitaire. Alors évitons d'avance des propositions qui puissent donner prise à ces sentiments anti-unitaires. Ne créons pas des situations particulières. C'est le seul gage de succès pour le Parti Socialiste et pour l'ensemble de la Gauche.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Etienne Weill-Raynal.
(Applaudissements)

Etienne Weill-Raynal

Camarades, l'amendement que la fédération de la Gironde a bien voulu me charger de défendre ne touche en aucune façon au texte de la motion qui vous est présentée, elle se borne à ajouter un alinéa à une phrase de cette motion.
Cette motion déclare que le Parti reste attaché à la représentation proportionnelle. Nous demandons que cette déclaration soit suivie d'un acte, nous demandons que le groupe Socialiste et radical de gauche à l'assemblée nationale dépose le plus tôt possible un texte qui a été élaboré à la demande du secrétariat du Parti en octobre dernier, qui unit sous un même exposé des motifs la représentation proportionnelle dans les communes de plus de 30 000 habitants et la représentation proportionnelle régionale et nationale avec scrutin individuel pour les élections législatives.
Voilà ce que nous demandons.
Si on ne le fait pas, qu'est-ce qui se passera ?
Dans le Parti, on nous disait jusqu'ici : c'est trop tôt ; si vous attendez un peu, on nous dira : c'est trop tard. (applaudissements)
Voilà pourquoi nous vous demandons de donner les instructions au groupe Socialiste.

Fondation Jean Jaurès

Et quant à nos adversaires, eh bien, s'ils s'en souviennent, ils nous objecteront le vers de Racine dans Athalie :
"Qu'est-ce qu'une foi qui n'est pas suivie d'acte ?
"Qu'est-ce qu'une foi qui n'agit point ?
"Est-ce une foi sincère ?"
Quant à l'UDR, ils se plaignent que la France soit divisée en deux blocs opposés, mais ces bons apôtres oublient de dire que c'est leur mode de scrutin qui produit cette opposition, et, par conséquent, ils se plaignent de ce qu'ils ont créé eux-mêmes.
Mais dans cette opposition des blocs, quelles sont les principales victimes ? Ce sont les centristes dont l'appoint peut être décisif. Les électeurs centristes au second tour n'ont souvent le choix qu'entre un Socialiste ou un Communiste dont ils ont un peu peur ou un républicain ou un UDR qu'ils n'aiment guère. Eh bien, ce que nous leur apportons, c'est la libération de ces angoisses du second tour. Ce que nous leur proposons, c'est, étant donné que nous supprimons le second tour par le tour unique, d'avoir des députés à eux et ils seront surs qu'avec la représentation proportionnelle nationale, leur voix ne sera jamais perdue.
Voilà ce que nous proposons.
Actuellement, les électeurs centristes croient pouvoir nous proposer une transaction, ce qu'eux appellent un compromis et que nous appelons-nous d'un tout autre nom. Ce qu'ils proposent, c'est un mélange de la proportionnelle et du scrutin majoritaire, du scrutin individuel et du scrutin de liste. Ils l'appellent un compromis, nous nous l'appellerons un salmigondis ! (vifs applaudissements)
Alors, camarades, ce que nous vous demandons, c'est d'opposer à l'UDR, qui organise la guerre politique, notre Parti comme étant le Parti de la paix civile fondé sur la justice.
Voilà quel est le sens de notre amendement.
Mais, camarades, dans le Parti, il faut que l'on sache qu'il y a 40 fédérations dont le département n'a ni un député Socialiste, ni un député radical de gauche. Nous n'avons pas le droit d'oublier, de négliger les intérêts de ces 40 fédérations à qui nous donnerons la certitude à elles aussi que leur voix ne sera jamais perdue.
Mais à coté de l'intérêt, il y a les questions de principe.
Or, qu'a dit notre camarade Mitterrand le 12 janvier 1973 quand on espérait, on n'a pas été très loin, d'avoir par le scrutin majoritaire, la majorité dans l'Assemblée Nationale ?
"Une des premières taches, a t-il dit, à laquelle s'attacherait la Gauche en cas de victoire serait de rétablir la représentation proportionnelle pour la désignation des députés. Nous demanderons que cette loi entre en application le plus rapidement possible".
Eh bien, au risque de vous plaire, mon cher Mitterrand, vous êtes dans la ligne de Jean Jaurès ! (vifs applaudissements) Voici, en effet, ce que disait Jaurès avec la prescience de son génie :
"Quel que puisse être le vent qui peut un jour gonfler nos voiles, quelle que

puisse être l'espérance que peut former un Parti qui s'est proposé de rallier à lui la démocratie ouvrière et paysanne, quelles que dissent être nos chances au scrutin d'arrondissement, nous voulons une victoire qui, quand elle se produira, se produise sur notre doctrine à nous, sur notre pensée à nous. Nous ne voulons pas de louages (?), nous ne voulons pas d'oppression, ni de surprise".
Voilà ce que disait Jaurès. Or, il le disait au mois d'octobre 1909, une semaine après qu'Aristide Briand avait demandé au pays de faire passer un souffle purificateur à travers les marres stagnantes.
Eh bien, ce que nous vous demandons, c'est de prendre à notre compte le vœu d'Aristide Briand. Ce que nous vous demandons, c'est de drainer les petites mares par ces petits ruisseaux qui font les grandes rivières. Ce que nous vous demandons, c'est d'animer un courant vaste à travers toute la France des idées Socialistes. Ce que nous vous demandons, c'est de donner une nouvelle application à la parole de Jaurès : c'est en allant vers la mer que le fleuve est fidèle à sa source !
(Très vifs applaudissements)

Le président - La parole est à Gilles Martinet, ensuite à Pierre Estève.

Gilles Martinet

Camarades, l'accord qui a été passé au Comité directeur entre la majorité et la minorité a à la fois des aspects tactiques, de tactique interne, je veux dire, et une signification politique profonde.
Je ne parlerai pas des aspects tactiques, bien qu'ils expliquent les débats interprétatifs qui ont pu se dérouler dans un certain nombre de fédérations, et je voudrais présenter trois observations à propos du problème de fond.
Si, comme nous le pensons, ce Congrès extraordinaire approuve la motion du Comité directeur et son orientation, cela veut dire que ce même Comité directeur recevra pour mission, non pas simplement de favoriser, de conseiller, mais d'imposer une politique qui aboutisse à la constitution du maximum de listes communes.
Cela dit, je voudrais présenter trois observations concernant une formule qui a été beaucoup utilisée au cours de ce débat : gouverner ensemble les communes si l'on veut gouverner ensemble le pays. Je voudrais parler aussi d'une autre formule beaucoup utilisée, celle des exigences abusives et, enfin, je voudrais parler d'un point sur lequel à mon avis on a fait un peu trop le silence, qui est celui du programme sur lequel nous allons nous battre au moment des élections municipales.
La formule : si l'on veut gouverner ensemble le pays, il faut être prêt à gouverner ensemble les municipalités, est une formule très juste que le Parti doit faire sienne, mais il faut aller jusqu'au bout : dans l'état actuel du mouvement ouvrier, nous savons qu'un gouvernement commun est aussi un gouvernement dont l'un ou l'autre parti assume la direction. Par exemple, lorsque nous disons que l'union de la Gauche gouvernera le pays, nous savons aujourd'hui, et le

pays le sait, que ce gouvernement sera un gouvernement à direction Socialiste, et si nous pensons qu'il y a une échéance réelle de l'emporter en 1978, c'est en grande partie, parce qu'effectivement les Socialistes auront la direction de ce gouvernement commun.
Par conséquent, le problème de : qui dirige la municipalité ? Est un problème, vous le savez bien, extrêmement important, on ne peut pas le passer sous silence.
Alors, quelles sont les conclusions pratiques à tirer pour cette campagne?
Eh bien, à mon avis, c'est qu'il faut distinguer entre les villes de plus de 30 000 habitants et les villes de moins de 30 000.
Dans les villes de plus de 30 000 et quoi qu'il puisse en coûter dans certains cas, il me semble qu'à de très rares exceptions près, la règle absolument respectée doit être la constitution de listes communes dès le premier tour. (applaudissements)
Dans les villes de moins de 30 000 habitants, nous devons chercher à parvenir dans le maximum de cas au même résultat. Mais il faut bien voir qu'il y aura là des situations difficiles, mais difficiles en raison de quoi ?
En raison de la progression de notre Parti. Sur quelles bases allons nous effectuer le rapport de forces ?
Sur la base des élections de 1973 ? Mais enfin, dites donc, si nous voulons gagner en 1978, il faut faire effort pour qu'un nouveau progrès soit réalisé en 1977. Et c'est là qu'il y a des problèmes et c'est là où je voudrais parler de la formule des exigences abusives.
Je ne crois pas la formule bonne, je le dis tout de suite, parce qu'elle donne l'impression que nous avons en face de nous des partenaires Communistes qui viennent avec des appétits énormes, qui veulent absolument des sièges et nous, les purs, les justes, nous allons résister à cette prétention inadmissible du Parti Communiste ? Ce n'est pas du tout comme cela que les choses se posent : le Parti Communiste, les responsables du Parti Communiste défendent, et c'est légitime, les intérêts de leur Parti. Il est tout à fait normal qu'ils demandent que l'on s'arrête au rapport des forces actuel. Il est tout à fait normal qu'ils souhaitent que ce rapport de forces nouveau n'évolue pas encore plus en faveur du Parti Socialiste.
Et puis, il y a des cas où il est difficile de trancher si ce n'est pas les électeurs qui tranchent ; si nous n'avions pas eu l'élection partielle de Châtellerault, ce n'était pas une exigence abusive de la part de nos camarades Communistes de demander la tête de liste municipale. Donc, il faut tenir compte de cette situation, et admettre qu'en certaines circonstances se sont seulement les électeurs qui peuvent trancher, à une condition, c'est que l'engagement soit pris qu'au second tour, on aboutisse automatiquement à une liste commune sur la base des résultats du premier tour.
Je sais que c'est plus facile de faire un discours général sur l'unité, mais je crois que nous sommes ici un certain nombre à avoir donné des preuves de nos sentiments unitaires et depuis de longues années, que de rappeler ces vérités, mais il faut en parler clairement entre nous.

Fondation Jean Jaurès

Il faut en parler clairement si nous voulons aboutir à une politique claire et je répète que, pour ma part, je suis totalement d'accord avec cette formule : puisque nous allons gouverner le pays ensemble, il faut gouverner les municipalités ensemble.
Mais il faut aussi penser à l'importance de la progression du Parti, car si nous voulons gagner en 1978, il faut bien savoir que l'une des conditions de cette victoire c'est le renforcement du Parti Socialiste. Et si nous pensons aux problèmes qui nous attendrons, il ne faut pas se contenter d'une majorité de justesse, il faut être ambitieux, il faut aller plus loin, et par conséquent il faut vouloir que le Parti Socialiste continue sans cesse à se renforcer et s'en donne les moyens.
Ma troisième et dernière observation porte sur le problème du programme. Je crois que ce serait une grave erreur que de donner l'impression au pays que tout ce qui nous préoccupe dans cette affaire, et notamment dans nos relations avec nos partenaires Communistes et les partis de gauche, c'est seulement une question de répartition de sièges, alors que les élections municipales doivent être pour nous une occasion de montrer quel est le contenu de notre programme de démocratisation de l'ensemble de la vie sociale et politique.
Le gouvernement va nous attaquer beaucoup sur le thème de l'autogestion. Chirac a déjà commencé. Et nous ne pouvons pas répondre par des discours généreux et vagues, il faut que nous montrions, à propos des élections municipales, de notre progrès municipal, ce que peut être effectivement la participation des citoyens à la gestion d'une municipalité... (applaudissements)...
Cela doit être une conception de la vie politique qui ne se limite pas à des élections tous les 5 ou 6 ans, et ensuite on vérifie si le mandat a été utilisé ou pas. Nous voulons qu'il y ait une participation permanente de la population, et ceci doit figurer dans notre programme, et nous devons nous battre sur ce terrain.
Un projet de programme a été préparé. On peut regretter qu'il n'ait pas pu être discuté au cours de cette Convention, le projet que j'ai lu est très bon. Et je pense qu'il faut l'adopter le plus vite possible, car si nous voulons avoir une politique unitaire complète, il ne faut pas, je le répète, seulement discuter des sièges et des proportions, il faut que nous nous mettions d'accord avec les Communistes et les autres partenaires du programme commun, sur une plate forme municipale commune. Il faut aboutir à la discussion avec les Communistes d'une plate forme municipale commune. C'est un objectif essentiel. Et si cela est fait, si nous réussissons à montrer que notre programme est à la fois audacieux et réaliste, alors, je pence que nous pouvons nous attendre à d'excellents résultats.
Car, on l'a dit tout à l'heure, le Parti Socialiste n'a pas gagné, n'a gagné que dans la mesure où il a eu un programme audacieux et un programme unitaire. Ce n'est pas en édulcorant ce programme, notre programme, en l'affadissant, que nous continuerons à progresser. Encore faut-il donner un contenu chaque jour plus précis à nos propositions et à nos objectifs. Si nous le faisons, alors je suis persuadé qu'au printemps prochain nous saluerons la conquête de centaines et

de centaines de villes nouvelles, et qu'au printemps suivant nous pourrons dire que la victoire sera la nôtre, la victoire de l'union de la Gauche et la victoire du Socialisme.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Pierre Estève, des Pyrénées Orientales.

Pierre Estève (Fédération des Pyrénées Orientales)

Mes camarades, je me présente devant vous comme le nouveau Premier secrétaire fédéral des Pyrénées Orientales.
(applaudissements)
Comme vous le savez, nous avons, avec l'aide du Comité directeur unanime, et en particulier avec la venue, à plusieurs reprises, dans notre département, de Claude Estier et Roger Fajardie, fait enfin la lessive dans notre fédération en éliminant Paul Aldouy et son équipe, symbole de l'opportunisme, de la collaboration de classe, et de l'alliance avec les centristes... (applaudissements)...
Eh bien, camarades, loin de nous affaiblir, cette clarification politique nous a déjà valu de très nombreuses adhésions. L'expérience que nous venons de vivre nous permet de tirer une leçon valable, il nous semble, pour l'ensemble du Parti, et en particulier pour les prochaines élections municipales de mars 1977.
Quand nous choisissons, mes camarades, la clarté et l'honnêteté politique, sur les bases claires de l'union de la Gauche et du programme commun, notre Parti progresse. Par contre, quand certains, dans le Parti, choisissent la voie des compromissions ou des ambiguïtés électorales, le Parti Socialiste s'affaiblit et nous perdons des voix au profit des Communistes.
Nous sommes tous unanimes, dans la fédération des Pyrénées Orientales, pour approuver l'effort d'approfondissement et de développement de l'union de la Gauche que marque la motion du Comité directeur sur les prochaines élections municipales.
Pour nous, les prochaines élections municipales vont nous permettre, avec la contribution, dès le premier tour, à Perpignan, d'une liste d'union de la Gauche, et partout où cela sera possible dans notre département, en désignant des candidats qui feront, cette fois, tous campagne dans la ligne des grandes orientations du Parti, de retrouver la crédibilité et la confiance des travailleurs.
Elles nous permettront aussi de rompre avec les compromis du passé, pour engager toute notre fédération dans le sens de l'union de la Gauche.
L'échec électoral subi par Paul Aldouy et son équipe, aux dernières élections cantonales, douloureuse exception aux magnifiques résultats remportés par notre Parti au plan national, nous montre que l'opinion catalane, elle aussi, souhaite la clarté et la fidélité à nos alliances avec nos partenaires du programme commun.
C'est donc avec confiance et avec le dynamisme retrouvé que nous nous battrons dans la ligne définie par le projet de motion soumis à notre Congrès.
Etant donné que nous avons mené, au coude à coude, et avec beaucoup de

loyauté, avec nos camarades du CERES, le combat pour la rénovation de notre fédération, nous nous réjouissons de voir les deux principaux courants de pensée de notre Parti s'être mis d'accord pour présenter ensemble un texte commun.
(applaudissements)
Nous souhaitons donc qu'à l'occasion des prochaines municipales l'union des différents courants se renforce dans le combat commun que nous mènerons pour la victoire du Parti et de l'union de la Gauche. Et alors, mes camarades, nous répondrons, sans la décevoir, à l'espérance des travailleurs de notre pays.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Maryvonne Dussault. Et ensuite, Jean Guyot.

Maryvonne Dussault

Camarades, je vais intervenir sur le rôle des femmes dans la politique, et les moyens que se donnera le Parti pour promouvoir l'accession des femmes à la gestion municipale.
Pourquoi les femmes dans les Conseils municipaux ? Elles représentent tout de même la moitié de l'humanité, et une gestion municipale qui serait réservée en pratique à l'autre moitié, ce ne serait pas de l'autogestion, je dirai plutôt que c'est de l'hétéro-gestion.
Les femmes ont aussi une vision différente du monde, du monde local notamment, et la prise de conscience politique de beaucoup de femmes se fait à partir du quotidien. Près des 2/3 des femmes ne travaillent pas et n'ont pas d'autre mode d'éveil aux problèmes politiques. 2/3 des femmes, 1/3 des adultes ! Qu'on le veuille ou non, elles sont, plus que les hommes, particulièrement sensibles aux problèmes de cadre de vie. Ce sont elles qui sont toute la journée dans des cages en béton d'HLM... Elles sont sensibles au droit, au bonheur, et la littérature féminine s'en sert pour les conditionner, les asservir davantage. Elles sont sensibles aux problèmes de sexualité, et la Droite l'a compris, qui tente de récupérer certain combat de la Gauche. Nous sommes sensibles à l'avenir de nos gosses.
Or, la prise en compte de ces domaines, jusque-là superbement ignorés de la politique, est une des caractéristiques de notre Parti, du moins à cette époque. Et pourtant, il y a là une contradiction, les femmes n'arrivent pas à se faire, dans notre Parti, la place qu'elles devraient occuper.
Je me suis laissé dire que la Délégation féminine n'avait toujours pas de budget, malgré une décision du Comité directeur de décembre, et que le problème d'une assistante n'était pas toujours réglé.
Cela ressemble un petit peu à un secrétariat d'Etat à la Condition féminine, avec aussi peu de moyens.
Je ne sais pas si vous vous rendez compte que les femmes, c'est la moitié de l'humanité, et que vous ne touchez qu'à peu près 1/3 d'entre elles au niveau du travail. Bien sûr, le plan des entreprises, c'est absolument essentiel, mais au niveau de l'adhésion au plan local, et cela comptera dans les périodes toujours

Contribution Jean-Jaurès

difficiles de la venue de la Gauche au pouvoir, l'adhésion des femmes sera aussi très importante.
Si nous ne savons pas les amener avec nous, faites confiance à la Droite pour les lancer contre nous, pensez au Chili !
C'était sans doute inutile de rappeler ces vérités élémentaires. Aucun actuellement ne se donnerait le ridicule de nier l'importance des femmes dans le domaine politique. Mais encore faut-il en tirer les conséquences.
Or, la place faite aux femmes par le Parti Socialiste sur ses listes sera un test de la volonté réelle de changer les choses dans le domaine concret, et pas seulement au niveau du discours.
Il ne suffira pas pour cela d'émettre des vœux pieux. Il faut que le Parti se donne les moyens d'imposer la promotion des femmes, mais ce ne sera pas facile.
Pourquoi ? Il y a deux obstacles importants, et tous les deux dus à une même cause : les mentalités différentes des uns et des autres. On ne naît pas femme, on le devient, a dit Simone de Beauvoir ; on ne naît pas non plus homme, on le devient aussi.
Est-il nécessaire de rappeler le rôle de l'éducation, la facilité tolérée, voire encouragée, chez les jeunes garçons, réprimée chez les petites filles, les jeux tournés vers l'extérieur, les jeux de compétition, etc. pour les garçons, les jeux calmes, approuvés chez les petites filles. Ces petits garçons et ces petites filles sont devenus des hommes et des femmes que nous sommes, et l'on retrouve chez beaucoup d'hommes le goût du pouvoir, le désir de jouer un rôle public, dans le métier et dans le politique, le plaisir de dominer. Parallèlement, on trouve pour les femmes l'habitude de s'effacer, de laisser les autres décider, qu'il s'agisse de la vie sociale ou politique. D'où deux types d'obstacles :
Celui dû à la mentalité qui a été donnée aux hommes, le goût du pouvoir, qui est très valable quand il est sublimé - François Mitterrand avait fait une très bonne analyse, une fois, à la Télévision -, mais il peut être lamentable quand il est d'abord satisfaction personnelle, inavouée bien sûr.
Et c'est là qu'Yvette Roudy a bien raison, c'est écrit là-bas, près de la tribune, "Il en coûte moins de céder sa place à une femme dans un autobus qu'un siège dans une assemblée d'élus".
Envisageons trois types de municipalités :
1° Les municipalités perdues d'avance :
Je crois que là il n'y aura pas beaucoup de problèmes, on manque toujours de volontaires, les femmes pourront y aller. Leur mentalité les y poussera, d'ailleurs, et elles se dévoueront, avec tout ce que cela a de pas très bon.
2° Les villes qui pourront être conquise :
Ce sera déjà plus difficile, les volontaires hommes ne manqueront pas. Par contre, il faudra susciter les candidatures féminines, mais là, au moins, il n'y aura pas de sièges à libérer.
3° Les municipalités en place :
Combien d'hommes accepteront-ils de céder, sans y être obligés, leurs sièges d'adjoints ou même leurs strapontins de Conseillers municipaux ?... Je ne parle pas du fauteuil de maire !

C’est là que la mentalité acquise par l’éducation des petits garçons jouera le plus.
Mais le deuxième obstacle est beaucoup plus important, parce que sans lui on arriverait à sauter le premier obstacle.
Les femmes sont difficilement candidates. Elles ne sont pas habituées à parler en public, elles n’ont pas confiance dans leur propre compétence dans les domaines du politique. Elles ne souhaitent pas, elles ne savent pas se mettre en avant. Pas toutes, bien sûr !
Il y a enfin les pressions familiales et sociales qui sont énormes. Une femme n’a pas le droit, et surtout ne se sent pas le droit de sacrifier un peu du temps qu’elle doit à sa famille. La famille est à la fois cause et prétexte pour échapper à une responsabilité qui fait peur.
Il faut bien dire que la plus grande partie des militants s’accommodent fort bien de cette situation. Quand il y a des enfants à garder, 99 fois sur 100 c’est la militante qui reste à la maison, et le militant qui va en réunion.
Alors, que faire ? Puisqu’elles ont peur de la politique faut-il les laisser à leurs casseroles et espérer que cela s’arrangera tout seul un jour ?
Il n’y aura jamais de Socialisme autogestionnaire sans entraîner, voire obliger chacun à prendre conscience des problèmes et à en assumer les responsabilités. Cela ne viendra pas tout seul. Pas plus pour les travailleurs exploités que pour les femmes conditionnées. Il faut que notre Parti se donne les moyens de permettre à la moitié de l’humanité de se prendre en charge. C’est la seule justification des quotas.
La règle de 10% a été valable, elle a permis une percée de quelques femmes, de quelques bulldozers. Sans ces 10% je ne serais pas là, je ne participerais pas au Secrétariat de ma fédération, car je n’aurais jamais franchi le pas et osé être candidate. C’est vrai pour moi, et c’est encore plus vrai pour beaucoup. Et maintenant, d’autres que moi ! Mais c’est insuffisant, et même dangereux, quand on retient "10%" et qu’on oublie "minimum". De toute façon, ce "10% minimum" - je dis bien "minimum" -, valable à l’intérieur du Parti, temporairement, pour permettre une percée est tout à fait insuffisant pour une liste électorale qui donnera du Parti une image, à l’extérieur.
D’où une motion de Denise Cacheux, mais que nous avons amendé. En effet, obtenir que ce pourcentage soit celui des femmes dans le Parti, comme le propose la motion de Denise Cacheux, c’est un progrès, mais ce doit être un minimum, et cette notion est essentielle. C’est pourquoi nous demandons à remplacer le paragraphe 2 de la motion de Denise Cacheux par :
"Le minimum à résoudre dans l’immédiat est donné dans les pourcentages des femmes dans nos sections".
"Il est rappelé que statutairement ce pourcentage ne peut être inférieur à 10% quel que soit le nombre d’adhérente".
"Il s’agit de minima. Ces pourcentages peuvent donc être dépassés, l’objectif à réaliser un jour, en moyenne, sur une fédération, étant l’égalité".
Je souhaite que toutes les fédérations fassent maintenant un énorme effort en direction des femmes. Un parti comme le nôtre ne devrait pas se permettre

Collection Jean Jaurès

d'avoir moins d'un quart de femmes parmi ses élus.
Enfin je voudrais insister sur le fait qu'il ne s'agit pas de faire du remplissage, en queue de liste. Beaucoup de femmes sont tout aussi capables d'être maires que vous, mes camarades. Vous devez, pour chaque femme militante qui ne fera pas acte de candidature, vous poser la question de savoir pourquoi. Beaucoup d'obstacles seront ainsi levés.
Que chaque fédération, que chaque section étudie ce problème des candidatures féminines, que nos responsables n'hésitent pas à l'évoquer. Il y a urgence. Sans les femmes, le Socialisme boitera d'une jambe, et il pourrait bien se casser la figure !
(Applaudissements)

Le président - Camarades, j'ai encore 16 orateurs inscrits. Je ne voudrais pas qu'on abuse ce soir de la patience du Congrès qui écoute les orateurs depuis quatre heures ! Je vais m'efforcer d'en faire passer quatre ou cinq, et puis, je crois qu'il faudra remettre les autres à demain matin, étant entendu qu'ils auront priorité dans la discussion demain matin, à l'heure d'ouverture de la séance.
Je donne la parole à Jean Guyot, ensuite à Chaubard, de l'Allier.

Jean Guyot

Le Congrès de la fédération de la Gironde s'est tenu samedi dernier à Bordeaux. Il fut l'occasion pour les militants délégués d'affirmer leur volonté unitaire par rapport au problème des municipales, et leur satisfaction en appréciant à sa juste valeur la nouvelle avancée du Parti avant l'échéance capitale des législatives de 1978.
Il faut bien dire que ces militants avaient peut-être plus qu'ailleurs des raisons de se réjouir en constatant que la ligne, la stratégie politique définie au Congrès d'Epinay, se voyait appliquée pour la première fois à l'occasion d'un scrutin municipal, à savoir présentation de listes d'union sur la base d'un programme commun municipal.
Raisons particulières de se réjouir pour les militants de la Gironde, lorsqu'on connaît les ambiguïtés qui traversèrent cette fédération lors des dernières élections municipales de 1971, où les Communistes furent écartés sans véritable discussion préalable, où des personnalités dites modérées ou bien vite converties au Socialisme furent acceptées dans des listes qu'on ne qualifiait pas encore d'homogènes. Ambiguïtés girondines bien connues à l'époque, qui avaient aussi leur prolongement au Conseil général et à la communauté urbaine.
Dans ces conditions, camarades, comment s'étonner que les militants de notre fédération, anciens et nouveaux, n'aient pas envisagé un amendement au texte du Comité directeur pour remédier au dérapage toujours possible des hommes ? Cet amendement faisait des exigences excessives de nos partenaires du programme commun les seules raisons qui pouvaient faire naître des situations particulières. C'est d'ailleurs en ce sens qu'allèrent la majorité des interventions à notre Congrès, malgré les combats d'arrière-garde de camarades qui, semble-t-

Fondation Jean Jaurès

il, n’avaient pas encore mis leur montre à l’heure.
Cette tendance générale à la cohérence dans l’unité se confirmait dans les interventions de notre Congrès, elle se confirmait également lors des premiers votes à l’appel des sections.
C’est alors qu’à la stupéfaction générale, une partie de la direction fédérale prit la décision d’autorité, sans consultation préalable des délégués, d’arrêter le vote et de suspendre le Congrès !
Il fut, bien sûr, proposé un deuxième Congrès, qui fut tenu hier soir dans des conditions peu croyables. Je ne m’étendrai pas sur ce deuxième Congrès pour le moins expéditif, sinon en disant que la démocratie n’y a pas trouvé son compte, et qu’en particulier l’accès à la tribune était difficile, voire impossible, pour les camarades qui voulaient s’y risquer.
Camarades, je vous laisse juges, et en tous cas je ne vous ferai pas l’injure de préciser les motivations, si l’on peut dire, qui amenèrent certains responsables fédéraux à utiliser des pratiques que l’on croyait à jamais révolues depuis le tristement célèbre Congrès d’Alfortville.
De toutes manières, les militants unitaires de notre fédération ont jugé, et je me fais ici leur porte-parole, que ce ne sont pas des manœuvres qui tendent à vouloir faire du débat des municipales comme de tout autre débat une affaire de courant, ce ne sont pas ces manœuvres là qui les feront changer d’avis ! La prise et la conception du pouvoir communal comme celle du pouvoir central, dans une perspective autogestionnaire, se feront avec les militants, avec tous les militants du Parti ou ne se feront pas !
(Applaudissements)

Le président.- Je donne la parole à Chaubard, après lui à Claude Fuzier.

Albert Chaubard (Fédération de l’Allier)

Je vais essayer d’être bref.
Le Congrès fédéral de l’Allier a approuvé dans ses grandes lignes la motion unie qui avait été présentée par le Comité directeur.
Mais un point a soulevé un certain nombre de discussions, c’est le point dont il a été fait mention tout à l’heure par le camarade de la Somme, le point 34, 4°, qui traite de l’appartenance à la même organisation politique du premier adjoint et du maire.
Nous pensons qu’il serait préférable que ce point ne soit pas traité et ne figure pas dans la motion nationale. Il y a eu un vote de Congrès fédéral pour la suppression de ce point 4°.
Un autre point a soulevé discussion, et je donne simplement ce qui a été décidé, non pas l’environnement des décisions. Dans le point 3 de la motion, il nous semble utile d’ajouter alors "en vue de constituer des listes d’union de la Gauche", de paragraphe qui figurait dans la Tribune de Congrès et qui disait : "en tout état de cause, les Socialistes ne pourront figurer que dans des listes d’union de la Gauche ou des listes UGSD... L’élargissement de ces listes ne

pourra se faire qu'au profit de candidats qui se déclareront en accord avec les options du programme commun. L'union de la Gauche sera au second tour la règle absolue et ne souffrira aucune exception."
Voilà, c'est tout ce que je voulais dire.
(Applaudissements)

Le président - Claude Fuzier ?

Claude Fuzier

Camarades, à une heure aussi tardive, j'essaierai de rester le moins longtemps possible à cette tribune.
J'ai été, avec quelques camarades, l'auteur d'une contribution à ce débat qui, d'après la lecture du Poing et de la Rose, a été la seule contribution présentée. Lorsqu'elle a été publiée, j'ai constaté qu'elle était encadrée ou précédée plus exactement, par deux documents, une lettre et un appel qui expliquaient le texte du Comité directeur.
Je dois dire que cela a été pour moi, et sans doute pour les fédérations qui ont été appelées à voter un texte à partir de la contribution que j'avais apportée, un point d'interrogation. Un texte unanime sort du Comité directeur, il résulte de l'accord des deux courants représentés à ce Comité directeur, et ensuite il y a deux explications de vote !
Je n'aurai pas la prétention d'imaginer qu'on les a jugées nécessaires parce que notre modeste contribution était parvenue, mais en tous cas l'existence de ces deux documents prouvait au moins que la question que nous souhaitions poser au travers d'une contribution avait une signification.
En effet, pourquoi commenter un texte d'unanimité ? C'est parce que sans doute - on l'a vu au cours du débat qui s'est déroulé devant vous aujourd'hui - on n'avait pas la même interprétation du texte que l'on avait voté en commun.
Alors la question qui se pose à l'issue de ce débat, de ce long débat, est la suivante : le texte qui sortira de ce Congrès va-t-il adopter l'une ou l'autre des interprétations qui nous ont été présentées ?
C'est la question que je pose, et je souhaite que le Congrès la pose. Il serait tout à fait dommageable pour le Parti que nous allions à la bataille des élections municipales avec un texte qui permette aux uns et aux autres d'en tirer ce qu'ils voudront, et notamment aux Commissions exécutives fédérales qui auront en charge toutes les communes de moins de 30 000 habitants de l'interpréter en fonction de l'interprétation qu'ils en auront tirée au départ.
Camarades, devant cette interrogation, je n'ai pas eu jusqu'ici dans le débat des apaisements, bien au contraire. Un certain nombre d'orateurs ont confirmé que leur interprétation était bien celle de la lettre, un certain nombre d'autres que c'était bien celle de l'appel. D'autres enfin nous ont dit, et je me suis demandé si nous n'étions pas déjà au gouvernement, après tout, faites confiance !
Eh bien je le dis très tranquillement, en ce qui concerne le développement de l'action unitaire, oui, j'ai confiance dans la direction du Parti. Elle a prouvé

depuis plusieurs années qu'elle allait, étape après étape, dans le sens du développement de l'esprit unitaire en France.
Mais on ne peut pas raisonner, camarades, dans un Congrès en termes de confiance. La confiance à l'égard de la direction du Parti ne signifie pas qu'à l'égard de tous les problèmes politiques que peuvent se trouver posés nous ayons la même confiance.
Dans l'affaire qui est posée, au centre du problème, il y a deux questions. La première est une question de tactique électorale, dans le cadre d'une stratégie politique, c'est de savoir si nous faisons l'union de la Gauche avec ou sans exception.
On a beaucoup parlé de discussions byzantines, et la plus extraordinaire discussion byzantine, pour moi, a été celle qui consistait à poser la question de savoir si les exceptions étaient justifiées par les situations particulières ou par des exigences de nos partenaires. J'avais cru, en lisant la motion du Comité directeur, que les exigences extraordinaires ou particulières de nos partenaires étaient réglées par le fait que l'on faisait, dans une formule assez vague mais tout de même assez précise pour me satisfaire, référence aux consultations électorales précédentes pour déterminer la composition des listes d'union.
Je voudrais savoir s'il y a, dans cette hypothèse là, une revendication du Parti Communiste ou du Mouvement des Radicaux de Gauche tendant à obtenir sur des listes qu'on constituera plus de postes que la proportionnelle ne leur en donnerait en fonction de la référence à ces élections précédentes. En tous cas, ayant lu les textes du Parti Communiste dans ce domaine - cela ne vous étonnera pas - et les ayant lus avec attention, j'ai vu qu'ils faisaient référence à la proportionnelle. Alors, quelles seraient ces exigences particulières de nos partenaires ?
Quant aux situations particulières, vous permettrez à l'ancien secrétaire de la fédération SFIO de la Seine de 1965, qui avait réalisé le premier accord municipal d'union de la Gauche qui ait été fait en France, avec beaucoup de difficultés d'ailleurs avec son parti à l'époque, de dire que l'argument des situations particulières a une issue qu'on peut constater dans les faits dans le département de la Seine : tous ceux qui à l'époque ont refusé l'union de la Gauche dans notre département ont donné leur mairie soit au Parti Communiste, soit à la Droite ! Car dans ce domaine, il n'est pas possible de ruser longtemps avec l'électorat. On l'a dit, je n'y reviens pas.
En réalité, si les camarades voulaient bien réfléchir, il n'y a pas de situation particulière, au contraire. Dans les circonstances présentes, le courant d'union de la Gauche est la garantie la plus sûre d'enlever une mairie. Ce n'est pas de vouloir se sortir de ce courant. S'ils prennent onze ans après le chemin de la Seine, ils comprendront cela très vite, ou alors ils auront les mêmes résultats, dont les derniers en date sont ceux de Clichy dans les Hauts de Seine.
Alors, camarades, sur ce point je ne vois pas où est le débat. Mais puisqu'on a dit bien avant moi que ce qui se comprenait bien s'énonçait clairement, pourquoi alors ne pas interpréter une bonne fois pour toute ce texte soumis à tant d'interprétations, en lui donnant une rédaction d'une grande clarté?

Qu'il y ait des difficultés à l'occasion des municipales, et qu'on prévoie des procédures de conciliation, j'en suis bien d'accord, c'est tout à fait naturel. Mais ce qui doit être mis dans l'ordre des priorités, ce n'est pas la procédure d'exception, c'est la règle générale, et la règle générale doit conduire à mon sens, ainsi que je l'ai indiqué dans le texte que j'ai rédigé avec quelques camarades, à affirmer que dans les communes de plus de 30 000 habitants, où des lois iniques font que nous sommes obligés d'avoir des listes bloquées, la règle sans exception poursuivie par le Parti est bien la liste d'union de la Gauche dès avant le premier tour, sur la base d'une représentation proportionnelle en fonction d'une référence aux différentes consultations électorales qui ont précédé. Et je fais confiance à nos négociateurs, comme les militants de la Seine avaient fait en confiance aux leurs, pour défendre dans ce domaine les intérêts du Parti.

S'il y a des conflits qui surgissent, ce qui est inévitable, bien entendu, ces conflits doivent être soumis à des procédures de conciliation ou de décision... J'allais faire une erreur, camarades, en disant de conciliation "ou" de décision, et reprendre à mon compte le débat un peu surprenant sur le "et" et le "ou" que j'ai entendu se dérouler à cette tribune tout à l'heure. En réalité il faut dire : des procédures de conciliation "et" de décision.

Les procédures de conciliation, c'est avec nos partenaires qu'elles doivent exister, c'est-à-dire que toute difficulté naissant pour les communes de plus de 30 000 comme pour celles de moins de 30 000, doit être soumise à un organisme qui existe déjà, d'ailleurs, le Comité de Liaison des partis de Gauche, et c'est cet organisme qui doit essayer de résoudre le problème.

C'est seulement si cet organisme constatait que le problème est sans solution qu'il faudrait bien que chaque Parti prenne alors sa responsabilité et que le nôtre prenne sa responsabilité au niveau du Comité directeur ou des Commissions exécutives fédérales.

Le deuxième point, camarades, que je voudrais aborder brièvement, parce qu'il a été traité par d'autres camarades, et avec le même état d'esprit qui me conduira à ma conclusion - une conclusion qui ne vous surprendra pas - c'est que, comme l'a dit tout à l'heure Gilles Martinet, les problèmes de programme ont la plus grande importance et les problèmes de programme doivent nous conduire à négocier avec nos partenaires de l'union de la Gauche un programme minimum, un programme commun sur le plan des municipales.

Il y a, camarades, de grandes questions qui se trouvent posées dans ce domaine. Nous avons, par exemple, le problème des finances locales. Je suis, quant à moi, comme élu, tout à fait désolé de constater que dans ce domaine, de temps en temps, nous pratiquons des actions communes avec nos partenaires et, de temps en temps, nous n'en pratiquons pas. Or, nous sommes les victimes de la même politique, nous avons les mêmes pressions de la tutelle sur nous et nous avons les mêmes intérêts à défendre. En ce sens, il y a un certain nombre de questions qui pourraient être incluses dans un programme minimum commun national pour les municipales, complété, bien entendu, au niveau des départements et des communes, par des programmes départementaux et des programmes locaux.

Fondation Jean Jaurès

Ce programme pourrait être la pré-négociation à l'ensemble des questions qui se trouvent posées en matière municipale.
Et cela me conduit effectivement à ma conclusion, voulant être bref comme je l'ai dit au début de cette intervention.
Camarades, au Congrès précédent - et c'est pourquoi je n'ai pas, avec d'autres amis, déposé de motion - vous avez décidé que le courant que je représentais avec d'autres camarades n'avait plus sa place dans les organismes de direction du Parti. Je suis un démocrate profond et j'ai accepté votre décision, ce qui m'interdit, à partir de maintenant, dans un Congrès extraordinaire ou dans une Convention, de venir vous soumettre un texte de motion. Vous m'avez, à ce moment-là, dit quelle était ma place dans le Parti ; je ne peux que vous inviter à réfléchir sur un certain nombre d'idées : je respecte les règles de mon Parti comme je les ai toujours respectées.
Mais, c'est sur quoi j'attire votre attention - c'est ce que j'ai dit dans mon intervention de Pau déjà - c'est que l'union de la Gauche, à aucun moment, ne peut être considérée seulement sous ses aspects stratégiques. C'est une question fondamentale et qui doit nous conduire, dans toutes les circonstances qui permettent de faire progresser cette union, non seulement dans nos combats communs mais dans la gestion en commun des affaires publiques, à aller plus loin.
C'est en ce sens que j'ai essayé d'attirer votre attention sur ces problèmes. Les élections municipales sont une occasion supplémentaire de faire travailler en commun les Communistes, les Socialistes et les radicaux de gauche là où ils existent. J'écoutais notre camarade Benoît, tout à l'heure, parler de son expérience de Nevers. Dans ma commune, c'est depuis 1965 qu'on fait l'expérience et nous avons beaucoup appris sur les difficultés concrètes et réelles du gouvernement commun entre Communistes et Socialistes, cela, ça ne se fait pas au niveau des discours de Congrès ou des rédactions de textes, cela se fait "sur le tas", en permanence, devant des revendications populaires, devant des besoins exprimés par la population. C'est là où se fait la véritable confrontation.
Vous savez bien le poids, dans notre pays, du municipalisme, au sens profond et beau du terme. Vous savez bien que cette gestion est la préfiguration de ce que peut être une gestion politique sur le plan national. Ce n'est pas sans raison, que les vieux guesdistes avaient fait de la conquête des municipalités une des bases de l'action Socialiste ! Vous savez donc que, là, il y a une occasion précieuse de créer entre nous un champ de fréquentation et d'expérimentation, et si vous voulez une preuve supplémentaire de l'importance de ce champ, camarades, je dis que de ce point de vue la direction du Parti est en train de liquider heureusement une période de l'histoire de ce pays, la période qui était née de la troisième force. Je ne discute pas de la valeur ou de la non valeur de la troisième force, à l'époque où elle a été créée, son plus grand défenseurs - pour les anciens, cela évoquera beaucoup - était Marceau Pivert, qui ne passait pas pour un droitier au sein du Parti Socialiste, cette période a été liquidée parce que la vie s'est chargée de la liquider, mais vous savez très bien que le poids des

liaisons qui s'étaient créées dans les municipalités entre les hommes du Parti Socialiste et ceux du Centre, qui s'étaient trouvés réunis et qui avaient travaillé en commun pendant au moins dix ans dans la plupart des communes de France, a été le poids le plus terrible contre lequel il a fallu lutter, contre lequel il faut encore lutter aujourd'hui, car à l'idée de se débarrasser de gens avec qui on avait collaboré si longtemps, il y a eu bien des réticences, et je les ai vues dès 1965, lorsque ce problème s'est posé.
Par conséquent, c'est vrai que, sur le plan des municipales et des municipalités, on est appelé les uns et les autres à mieux se connaître et notre vœu, le vœu de ceux qui, comme moi, luttent depuis un certain nombre d'années déjà pour réaliser une unité la plus complète possible entre toutes les forces de la Gauche, et que tous, sans exception, nous puissions, à l'occasion des élections de l'année prochaine, nous engager dans la voie de cette coopération entre les formations de gauche, avec ses risques, avec ses périls, et avec ses grandeurs !
(Applaudissements)

Le président - Camarades, je pense que nous allons arrêter là la liste des orateurs pour ce soir.
J'ai maintenant un certain nombre d'annonces à vous faire.
Télégrammes reçus pendant ce Congrès.
D'abord, un télégramme du Parti Socialiste Suisse, qui nous transmet ses vœux chaleureux de plein succès : "Puisse ce Congrès marquer une étape importante dans la progression du Socialisme dans votre pays et en Europe".
Un télégramme du Parti Socialiste Portugais qui dit : "A l'occasion de votre Congrès extraordinaire, le Parti Socialiste portugais adresse tous ses vœux pour un bon travail afin d'assurer le succès de la Gauche aux prochaines élections". (applaudissements)
Un télégramme du Parti Socialiste Ouvrier espagnol... (vifs applaudissements)... "Le Parti Socialiste Ouvrier Espagnol adresse au Parti Socialiste Français ses chaleureuses salutations et lui souhaite le plus grand succès à l'occasion de son Congrès extraordinaire. Sincèrement vôtre : le Socialisme !"
Un télégramme du SPD de Bonn... (protestations)... Je vous en prie, camarades !... "Au nom du Secrétariat national du SPD, je vous prie de bien vouloir adresser aux camarades du Congrès Socialiste de Dijon tous nos vœux fraternels de bon travail et de bonne réussite pour un prochain succès". (protestations diverses)
Un télégramme du Secrétaire de l'Internationale Socialiste : "Au nom du Secrétariat de l'Internationale Socialiste, permettez-moi, chers camarades, de vous adresser notre salut fraternel et nos vœux chaleureux pour votre Congrès de Dijon, qui renforcera l'autorité du Parti Socialiste en France, gage certain des futurs succès de la Gauche". (applaudissements)
Je rappelle également que la fédération de la Côte d'Or invite tous les congressistes dans la grande salle, derrière la tribune, à une soirée amicale avec spectacle, à partir de 21 h. Il y aura le groupe folklorique des Enfants du Morvan et un orchestre de jazz Nouvelle-Orléans.

Fondation Jean-Jaurès

Enfin, j'indique au Congrès que le courant 2 se réunira à 9 h 15, demain dimanche, salle n° 1.
Louis Mermaz m'a demandé la parole, je la lui donne volontiers.

Louis Mermaz - Pour le courant 1, après avoir rencontré un certain nombre de camarades, nous avons décidé de ne pas le réunir, puisqu'il y a un texte unique qui est débattu dans cette enceinte.
Donc, pas de réunion du courant 1.
(Applaudissements)

Le président - Maintenant, je vais donner la parole à Pierre Mauroy, pour la Commission des résolutions.

Pierre Mauroy - Commission des résolutions : 61 membres, 45 pour le courant 1, 16 pour le courant 2.
Voici les propositions :
(lecture de la liste des membres de la Commission des résolutions)

Le président - Pas d'objection à ces propositions ?
Il en est ainsi décidé.

Pierre Mauroy - Cette Commission se réunit immédiatement, dans la salle qui était celle de la Convention ordinaire de ce matin.

Le président - Prochaine séance du Congrès, demain matin à 9 h 30.
La séance est levée.

Coll. Fondation Jean-Jaurès